

G8/20 AU NORD COMME AU SUD, PAS QUESTION DE PAYER LEURS CRISES !



Face au G8, qui se réunira à Deauville les 26 et 27 mai, plus de 45 organisations – associations, syndicats, mouvements sociaux, partis politiques – appellent à un week-end de mobilisation ces 21 et 22 mai au Havre.

Une «caravane» de mobilisation, passée par les villes du Mans, de Rouen, d'Évreux, de Lille, de Dieppe et d'Amiens, a relayé avec succès la campagne en ce début du mois de mai. Elle a fait connaître la mobilisation populaire du contre-sommet officiel, passé sous silence par les médias nationaux et les chefs d'État, l'objectif étant de faire le lien entre les mobilisations anti-G8 et les luttes sociales locales. Des initiatives originales ont eu lieu comme «l'attaque des

banques» à Rouen le 13 mai dernier. Une manifestation a traversé une rue importante de la ville et, sur son parcours, la façade de chaque banque rencontrée a été «nettoyée» par des affiches revendicatives autour de slogans contestataires scandés par les participants : «la BNP, la banque le plus radioactive du monde»... Les banques sont en effet le bras armé du sommet du G8. Elles financent les compagnies pétrolières, nucléaires, les entreprises qui licencient et sont sauvées par les États alors qu'elles spéculent sur le dos des populations.

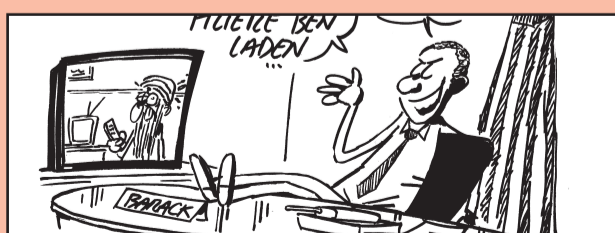
Pourtant, en Haute-Normandie, tout a été mis en œuvre pour dissuader les habitantEs de s'impliquer et de participer au contre-sommet. La politique de la terreur est appliqué par le préfet ainsi que certains maires. Le contre-sommet sera violent, prétendent-ils, des hélicoptères survolent bas dans le ciel certaines zones résidentielles, le contrôle et la pression montent. La violence sociale, économique et dans la rue est du côté des puissants, pas des populations ni de celles et ceux qui résistent!

SUITE PAGE 2

M 04249 - 103 - F: 1,20 €



REGARDS
Liban, lutter contre l'impérialisme international et la bourgeoisie locale Page 2



ACTU INTERNATIONALE
Obama, Ben Laden et la crise pakistanaise Page 5



PARLONS-EN
ITER, expérience scientifique et choix politique Page 9

Agenda

19-28 mai, semaine antiraciste,

Paris. Jeudi 19 mai : conférence « Liberté de circulation, un impératif éthique et social, quelles politiques ? » avec Emmanuel Blanchard (Gisti, Migreurop).
RV à 20 heures, mairie du 12^e.

Samedi 21 mai : projection *Les 88, l'art de la grève* (de Sophie Paviot), débat avec les grévistes de MAN BTP et Nicolas Jounin (sociologue).
RV à 19 heures, cinéma La Clef, 34, rue Daubenton.

Jeudi 26 mai : soirée conférence *La République et ses immigrés*, avec Olivier Lecour Grandmaison (historien), Jérôme Valluy (sociologue), Claire Rodier (Migreurop), Gustave Massiah (Attac), Anzoumane Sissoko (CSP75), et avec le soutien de *Politis* et *Médiapart*.
RV à 19 heures, marie du 10^e.

Vendredi 27 mai : soirée *Commission d'enquête juridique*, avec Louis Joinet (magistrat), Anne Bremaud (avocate), Marianne Lagrue (avocate), Jean-Emmanuel Nunes (avocat), Nicolas Ferran (Les Amoureux au ban public) et Arnaud Veiss (médecin).
RV à 17 h 30, mairie du 2^e.

Samedi 28 mai : manifestations partout en France. À Paris, RV à 14 heures, départ de Barbès.

20-21-22 mai, festival Sur les pointes, Vitry-sur-Seine. Festival musical avec Salif Kéïta, La fête à Leprest, La Caravane passe, Mon Côté punk, La Canaille...

RV au parc départemental des Lilas, Vitry-sur-Seine. Toutes les infos sur www.surlespointes.fr

21 mai, sortir du nucléaire, Vierzon. Le comité du Cher animera un kiosque d'info « Sortir du nucléaire - pourquoi ? »
RV de 13 à 18 heures, place Aristide Briand, Vierzon.

21 mai, fête du NPA, Thiescourt. Le NPA de l'Oise organise une fête populaire, avec débats, repas et concerts. RV de 14 heures à minuit, salle des fêtes de Thiescourt.

21 mai, sans-papiers, Paris. Soirée-débat *Les sans-papiers font leur cinéma*, organisée par la commission culturelle du CE de la Caisse d'épargne d'Île-de-France.
RV à partir de 18 h 30, au centre culturel La Clef, 21, rue de la Clef.

21-22 mai, G8/G20, manif, Le Havre. *G8 dégage ! Tous au Havre.*
RV à 15 heures le 21 à la gare SNCF du Havre. Manifestation internationale, meeting et concert. De Paris, des départs en bus sont organisés. Deux formules possibles : aller-retour le samedi 21 mai (départ de Paris à 10 heures, retour du Havre 21 heures, arrivée Paris vers minuit) ou aller samedi 21 mai, départ de Paris à 10 heures, retour dimanche 22 mai à 16 heures, arrivée à Paris vers 19 heures.

26 mai, 5 heures pour la réintégration, Paris. Réunion publique sur le thème de la réintégration dans l'emploi suite au licenciement, à l'initiative de salariés syndiqués CGT, CNT et SUD et non-syndiqués. RV de 17 h 30 à 19 h 30, à la Bourse du Travail de Paris (M^o République).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

G8-G20, pas question de payer leurs crises !

SUITE DE LA PAGE 1

Le Havre accueille toutes celles et tous ceux qui refusent qu'une minorité autodésignée décide au nom des peuples ; toutes celles et ceux qui veulent démontrer, à travers leurs pratiques et leurs propositions, que des voies alternatives existent. À nos côtés, des représentants des mouvements sociaux du monde entier (Tunisie, Japon, Niger, Afrique du Sud, Indonésie, Brésil, Grande-Bretagne, Italie...) participent à ce week-end pour porter la voix des peuples et de leurs résistances pour la paix et la démocratie, la justice sociale et écologique.

EN ROUTE CONTRE LE G20 !

Le contre-sommet du G8 est la première étape de contestation des saigneurs du monde. Le G20, dont Sarkozy a fait un enjeu majeur pour sa campagne présidentielle, doit être le rendez-vous massif suivant.

Une manifestation internationale le 1^{er} novembre sera l'occasion d'enterrer le capitalisme. Le forum des peuples qui se déroulera du 31 octobre au 3 novembre, comportera 20 ateliers... comme autant de raisons de faire face au G20 !

Flavia Verri

PROGRAMME DU WEEK-END ANTI G8

SAMEDI 21 MAI

Marche internationale

Départ 15 heures, gare du Havre International.

Meeting internationaliste au champ de foire

Prises de parole d'une Tunisienne sur les révolutions arabes, d'une Japonaise sur la catastrophe nucléaire de Fukushima, des responsables d'associations de solidarité internationale et de syndicats sur les thématiques de la paix et de la souveraineté alimentaire.

Concerts

Scène 1 :

La Rabia, Burning Heads, Reds Lézards, Médine, Grand Final, Bad Joke, Fenouil et Fines Herbes.

Scène 2 :

Porcs autonomes, We, Dominique Comont, Plan B, Cabaret escale, Acoosmik.

DIMANCHE 22 MAI

Les forums des alternatives à l'université du Havre...

8+1 alternatives au G8 !

1. Les peuples, pas la finance !
 2. Femmes : l'égalité des droits reste à conquérir.
 3. Entre les peuples, des ponts, pas des murs !
 4. Nourrir les peuples, pas le capital.
 5. Le nucléaire et les choix énergétiques, parlons-en ensemble !
 6. Dettes du Sud / Dettes du Nord : contre l'austérité !
 7. Face aux urgences écologiques et sociales, quelles transitions ? Quelle production pour quelle consommation ?
 8. Révolutions arabes, contre l'impérialisme, quelles solidarités internationales ?
- + Bas les pattes d'Internet.

regards



Farah Ibrahim (DA)

Propos recueillis par Linda Sehilli

LIBAN Lutter contre l'impérialisme international et la bourgeoisie locale

Farah Ibrahim est membre de l'Union des jeunes démocrates libanais (UJDL). Invitée lors des premières rencontres anticapitalistes méditerranéennes à Marseille les 7 et 8 mai, elle a répondu à nos questions.

Peux-tu présenter ton organisation politique ?

C'est une association de jeunesse de gauche et laïque au Liban. L'organisation travaille avec les jeunes Libanais pour améliorer leur participation à la vie politique, leur conscience politique et essayer de faire changer le système politique en vue d'établir un État laïque et de justice sociale.

Quelles campagnes avez-vous menées ces derniers temps ?

L'UJDL travaille sur plusieurs campagnes : cela fait dix ans que nous luttons pour ramener l'âge légal du droit de vote à 18 ans, on a réussi l'an dernier à imposer cette loi avec beaucoup d'autres associations de jeunes. Depuis longtemps aussi nous sommes membres de la résistance libanaise, on a participé à la résistance contre l'invasion israélienne en 1982, nous avons aussi soutenu les immigrés en 2006 à la suite de l'invasion israélienne, on les a aidés à trouver un logement, plusieurs personnes ont dû quitter leurs régions à l'époque. On mène aussi d'autres campagnes, par exemple on se bat pour pouvoir enlever la mention de la religion sur la carte d'identité parce que l'on pense que préciser la religion sur les papiers ne sert qu'à diviser les gens et ne permet pas de faire du Libanais un simple citoyen. À présent, on fait partie du noyau du mouvement qui se bat pour la chute du régime confessionnel au Liban. Cela fait plus de deux mois qu'on organise des manifestations, des débats, dans les quartiers, dans les rues, pour gagner sur cette question.

Comment vivez-vous les révolutions arabes ?

Nous sommes très influencés par toutes les vagues de révolutions qui se font dans le monde arabe. Tous les pays arabes sont bien reliés d'un point de vue politique et chaque changement dans un pays influence les autres. On soutient toutes les révolutions arabes, parce que l'on pense que c'est leur droit d'améliorer leur niveau de vie, de lutter contre leurs dictatures qui ne sont que des alliances avec les impérialismes internationaux, qui volent les richesses du pays alors que tout le peuple vit dans la misère. Au Liban, les gens ont été éblouis par ces révolutions, ils auraient aimé les transposer ici. Des jeunes motivés ont lancé un processus pour faire chuter le régime confessionnel au Liban. Chez nous c'est un peu particulier, il y a une alliance entre la bourgeoisie libanaise et un système confessionnel. C'est pour cela que sur les slogans des

révolutions arabes nous avons ajouté : « Le peuple veut la chute du régime confessionnel ». Nous avons participé à plusieurs manifestations de soutien à ces révolutions, la dernière a eu lieu le 1^{er} mai. On espère motiver le plus grand nombre de personnes à participer à ce mouvement.

On pense qu'au Liban il faut lutter contre la classe dirigeante qui vole les richesses du pays, qui affaiblit le secteur public et améliore le secteur privé. Chez nous, la classe dirigeante bourgeoise libanaise divise les gens et les classe selon leur religion. Les bourgeois profitent de ce régime confessionnel pour monter les gens les uns contre les autres. Pourtant, tout le peuple vit dans la misère, la pauvreté, les jeunes vivent dans le chômage... On est dans une situation similaire à celle des peuples arabes, sauf que chez nous le peuple n'est pas uni, il est divisé par des causes créées par la classe bourgeoise. Notre travail est de réunir les gens sur des projets et des droits communs. La lutte des communistes libanais est double : d'un côté la lutte nationale contre l'impérialisme et ses outils dans la région que sont Israël et son gouvernement, d'un autre côté la lutte sociale, de classe, contre la bourgeoisie libanaise, pour le partage des richesses, le droit aux services publics, aux prestations sociales. On ne peut pas séparer ces deux choses, on ne peut pas faire la lutte des classes sans faire la lutte contre l'impérialisme, on pense que tout est lié et que c'est ce programme que doivent porter les communistes au Liban.

Qu'as-tu pensé de ces premières rencontres anticapitalistes méditerranéennes ?

J'étais contente de pouvoir rencontrer plus personnellement des personnes qui ont été impliquées directement dans les révolutions arabes, j'ai pu mieux comprendre ce qui s'était passé sur le terrain. J'avais déjà beaucoup d'espoir et là j'en ai encore plus, on est vraiment dans un processus révolutionnaire sur tous les niveaux : politique, économique, social et culturel. Cependant il faut lutter contre les contre-révolutions. Je suis très contente d'être ici, parce qu'il ne faut pas laisser ce processus se faire voler par les puissances impérialistes. On sent quand même que le soutien commence à s'établir, et c'est très bien de continuer.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/DA)

INTERVIEW EN VERSION LONGUE SUR
www.npa2009.org

Tunisie : vers une deuxième révolution ?



Par Anne Leclerc

Derrière l'emballage médiatique...

Depuis dimanche matin, la mise en accusation de Dominique Strauss-Kahn suscite un emballement médiatique où malheureusement la victime semble oubliée. La présomption d'innocence doit évidemment toujours être défendue mais on aimerait qu'elle s'applique au même titre à tous ceux et celles qui sont arrêtés et condamnés avant d'être jugés car ils ne sont ni riches ni connus. De ce point de vue, la compassion entendue autour de DSK est plus que disproportionnée. On oublie deux choses : une des caractéristiques des auteurs de violences faites aux femmes c'est d'être « monsieur tout le monde » et socialement intégré, c'est pour cela que communément dans ce type de situation on entend « un homme comme lui ne peut pas faire cela », avec un a priori contre la parole de la victime. Lutter contre ces préjugés est un combat permanent du mouvement féministe. L'autre aspect est la combinaison des deux rapports de domination, d'abord celui qui est lié à la domination masculine, rapport d'oppression transversal à l'ensemble des classes sociales et des sphères de la société, ainsi que celui qui est imposé par les puissants bénéficiant du pouvoir économique, social et/ou politique. Les femmes victimes de violences découlant de cette double oppression se taisent le plus souvent et ne portent pas plainte. Le prix à payer paraît, pour elles, le plus souvent trop fort. Tout ce cirque médiatique ne fera pas oublier que DSK, comme patron du FMI, participe aux politiques libérales qui défendent les intérêts des capitalistes contre ceux des exploités. Chef d'une institution située au plus haut niveau du pouvoir, il était le mieux placé dans la course à l'investiture socialiste. Le PS le présente comme le champion de la régulation du système, fort d'une excellente gestion de la crise. Il incarne en réalité la politique que nous combattons et qui, en Europe, fait payer la crise notamment aux peuples grec et portugais. Mais l'affaire DSK ne modifie pas le programme du PS, compatible avec l'ensemble de ses candidates et candidats, incompatible avec une politique de rupture, répondant aux besoins de la majorité de la population. Même si nous défendons la présomption d'innocence, qui est malheureusement à géométrie variable, la solidarité du NPA va en premier lieu à toutes celles qui subissent violences, agressions sexuelles, notamment en raison de leur statut d'exploitée dans le monde du travail.

La Tunisie est de nouveau secouée par des manifestations sévèrement réprimées. Le combat n'est pas fini.

Des manifestations quasi permanentes et largement spontanées se sont déroulées du 5 au 9 mai à Tunis et dans toutes les grandes villes du pays. Elles condamnaient la manipulation du pouvoir actuel par les ex-RCD, justement dénoncée par un personnage très populaire : Farhat Rajhi, brièvement ministre de l'Intérieur au début du mandat actuel de Béji Caïd Essebsi. Mais ces manifestations, si l'on regarde attentivement la phase dans laquelle se trouve actuellement la révolution, ne peuvent avoir une seule cause. Ce qui fait leur particularité, c'est que toutes les couches populaires ont des intérêts qui convergent vers une reprise du processus révolutionnaire, leurs attentes n'ayant pas été satisfaites par les gouvernements provisoires successifs.

UN GOUVERNEMENT ILLÉGITIME !

Directement visé, le pouvoir a répondu par une répression féroce accompagnée d'un couvre-feu, d'abord dans les villes de province, puis à Tunis. La police a tiré à balles réelles sur les manifestants, faisant des dizaines de blessés et plusieurs morts. Il s'agit d'une réaction inédite de la part de ce nouveau gouvernement provisoire, en place depuis le 27 février, quand les mobilisations ont contraint Mohammed Ghannouchi à démissionner. Son comportement, tout au long de la semaine, a provoqué des émeutes dans un certain nombre de quartiers populaires,

à Tunis, Kasserine ou Sidi Bouzid. Ces derniers jours sont plus calmes, mais la rupture d'avec le gouvernement n'en est pas moins consommée. Le caractère de plus en plus agressif de la politique gouvernementale ne fait que creuser l'écart entre la population et le régime.

DES CAUSES PROFONDES

Les revendications des manifestants trouvent leur origine dans la révolution qui a renversé le dictateur Ben Ali le 14 janvier. Principalement issus des classes populaires (ouvriers, étudiants, jeunes « marginaux », chômeurs) ils demandent aujourd'hui la démission du gouvernement provisoire et l'accélération du processus révolutionnaire, notamment concernant les questions sociales. Ils revendiquent haut et fort qu'ils ne veulent pas être les premiers oubliés de la révolution. Ils craignent enfin, à juste titre, qu'Essebsi profite de sa position pour renforcer son pouvoir personnel, protéger ses amis et limiter les effets de la révolution.

Ce qui a entraîné une nouvelle fois les jeunes dans la rue, ce ne sont pas des rumeurs, c'est avant tout la persistance d'un homme du passé, qui s'appuie comme ses prédécesseurs sur les institutions créées par Habib

CONTRE LA RÉACTION

SOYONS RÉACTIF

DÉGAGÉZ



- FAUSOUR -

Bourguiba et Ben Ali, c'est-à-dire sur la police, l'armée, le contrôle de l'information et des forces d'opposition populaires.

LA RÉVOLUTION N'EST PAS FINIE

Il faut enfin souligner un fait : la révolution n'est pas achevée. Elle est bien vivante. Ces manifestations vont à l'encontre de l'idée, fortement répandue, qui voudrait que la révolution se soit arrêtée lors de la chute de Ben Ali, le 14 janvier. Nous ne sommes pas dans une douce transition démocratique, mais au contraire dans un moment historique où les intérêts de la révolution et des révolutionnaires vont à l'encontre du travail effectué par ceux qui s'en arrogent le titre de représentants, le gouvernement de Caïd Essebsi en tête.

Une vraie bataille se livre encore sur tous les plans, et dans toutes les villes de Tunisie. Une nouvelle vague de grèves continue de faire pression sur les syndicats et les partis politiques engagés dans la course électorale pour qu'ils n'oublient pas les intérêts des travailleurs.

Plus que cela, la frustration engendrée alternativement par le travail de la contre-révolution et les difficultés à aboutir à des changements radicaux sur le plan social, est en train de créer une force d'attraction qui peut déboucher sur une mise en branle prochaine d'un mouvement de masse similaire à celui qui a permis la chute du dictateur Ben Ali.

RCD dégage, Essebsi démission, vive la révolution !

Amaël François

leur monde...

Discriminations à Saint-Gratien. Dans *Tout est à nous* n° 98, nous informions que 29 enfants, originaires du Kosovo et de Tchétchénie, étaient interdits de cantine et de services périscolaires dans la commune de Saint-Gratien (Val-d'Oise). Depuis, une pétition a été organisée par des habitants de la commune révoltés et elle a recueilli 1 300 signatures. Les parents de ces enfants sont des demandeurs d'asile et résident dans un foyer d'accueil exigu situé dans la commune. La municipalité UMP a dans un premier temps, en infraction à la loi, refusé leur inscription dans les écoles de la ville. Elle a dû céder devant l'ampleur de la mobilisation des parents d'élèves (FCPE et RESF). Mais les enfants sont toujours interdits de cantine, de centre de loisirs et de soutien scolaire. La maire de la ville fait de la discrimination sans complexe,

refusant les prestations municipales à des enfants présents dans la ville depuis neuf mois et qu'elle cherche à faire partir. La privation de cantine et l'enfermement tout le mercredi dans un foyer ont des conséquences sur la santé de ces enfants de familles pauvres. Un collectif s'est organisé pour les défendre.

Tenue hypocrite exigée. Le 10 mai, à l'occasion de la 6^e journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage au jardin du Luxembourg, à Paris, en présence de Sarkozy, des militants de l'Alliance noire citoyenne (ANC), officiellement invités à participer à cette cérémonie, ont été brutalement expulsés par la police. Quel est leur crime ? Porter des t-shirts sur lesquels est inscrit « Brigade anti-nérophobie ». Dans un premier temps, des policiers en civil

(dont les vêtements typiquement « caillera » ne gênaient visiblement personne), les encerclent et confisquent le sac qui contient les t-shirts. Puis un responsable de la sécurité signifie aux membres de l'ANC que leurs t-shirts n'étaient pas « protocolaires ». Les militants acceptent de les retirer, à condition de récupérer leur sac. L'incident – déjà inadmissible – pourrait s'arrêter là. Mais un des policiers reçoit alors par talkie-walkie un ordre contradictoire : « on les sort », « on encage »... Dans la plus grande confusion, les membres de l'ANC sont alors poussés manu militari par la police vers les grilles du parc. L'un d'entre eux interpelle des passants dans la rue : « Voilà ce qui se passe en France, le jour de la commémoration de l'esclavage, pour un simple t-shirt ! » Il est alors réduit au silence par les policiers qui lui tirent les bras derrière le dos

et lui poussent la nuque vers le sol. Une fois sortis des grilles du parc, plusieurs militants sont plaqués au sol. Pendant ce temps, Sarkozy peut proclamer un discours élogieux à l'égard de Césaire devant un parterre de ministres et d'invités propres sur eux, sans risque d'être contredit sur l'hypocrisie d'une telle cérémonie. Quelle légitimité peut avoir une classe dirigeante qui a attendu 2001 pour reconnaître l'esclavage comme crime contre l'humanité, qui veut inculquer aux élèves « les effets positifs de la colonisation », qui participe à l'exploitation des pays africains, qui criminalisent les immigrés et les sans-papiers ? Les t-shirts « non protocolaires » de l'ANC étaient beaucoup plus à propos que les costards-cravate de ce parterre d'hypocrites.

en bref...

Psychiatrie: le Sénat vote, la lutte continue...

Malgré le psychodrame en commission¹, le Sénat a finalement adopté sans modification significative la loi sécuritaire sur les soins psychiatriques, par 172 voix pour, et 151 voix contre (323 voix exprimées sur 335 votants). Il était hors de question pour le gouvernement d'aboutir au rejet d'un projet emblématique de la politique sécuritaire de Sarkozy. L'exécutif s'est toutefois trouvé sur la défensive face à une contestation qu'il n'attendait pas. Les navettes parlementaires vont se poursuivre en mai et juin, en vue d'une adoption définitive du texte en juillet. Un nouveau rassemblement unitaire a eu lieu à l'occasion du vote au Sénat, et la mobilisation va continuer contre un texte dont la mise en application va s'avérer complexe, dans l'état de crise de la psychiatrie publique.

Comme le soulignait le tract du NPA distribué lors du rassemblement du 10 mai, « La mise en place d'un traitement purement sécuritaire de la folie est l'autre face du démantèlement du service public de psychiatrie, qui s'accélère dramatiquement aujourd'hui. Tout le dispositif de soins, permettant d'accueillir, au plus près, sans condition, la souffrance là où elle émerge, est fragilisé. Insidieusement les obstacles se multiplient rendant l'accès aux soins difficile. Le regroupement et la disparition des CMP² les éloigne des patients. Les délais d'attente s'allongent, les procédures administratives injustifiées se développent pour les soins ambulatoires (demandes de cartes Vitale, de papiers d'identité, facturation de soins qui doivent être gratuits). Elles créent autant de faits accomplis qu'il suffira ensuite de légaliser, pour en finir avec cette politique de santé publique

qu'est la politique de secteur. Les conditions d'hospitalisation se dégradent. La gestion d'entreprise de l'hôpital est destructrice du soin (services en permanence saturés, manque de disponibilités soignantes, réponses hâtives et avant tout médicamenteuses qui détruisent toute possibilité de construire une relation soignante). Notre combat unitaire pour le retrait du projet sécuritaire doit se prolonger en un combat pour un service public de psychiatrie ayant le moyen d'assurer un accueil digne et humain de la folie.»



1. La commission des Affaires sociales a préalablement rejeté le texte, la gauche étant majoritaire lors de la séance.
2. Centres médico-psychologiques

Le PS et la santé

« La protection sociale ne doit pas reculer. Au contraire nous voulons qu'elle puisse évoluer pour mieux répondre aux besoins des Français... », « pour nous socialistes c'est clair: la santé n'est pas un service comme un autre, c'est un droit fondamental qui ne peut pas être confié au marché. » Ces extraits du programme santé et protection sociale du PS pour 2012 sonnent bien, après deux quinquennats marqués par la contre-réforme permanente de la Sécurité sociale et de l'hôpital public. Dans ce domaine au moins, le PS serait-il décidé à une rupture, au moins partielle, avec les politiques menées sous Chirac puis Sarkozy? À lire le diagnostic, le lecteur du programme pourrait l'espérer un instant: « les déserts médicaux gagnent du terrain... », « de plus en plus de patients renoncent à se faire soigner ou retardent les soins. Les inégalités de santé atteignent un niveau intolérable », « l'hôpital public est en grave difficulté »... Le programme dénonce entre autres la « mise en concurrence avec les structures privées » et le « manque de personnel ».

Après un tel constat, le minimum pour un parti « de gauche » serait l'annonce de l'abrogation de l'ensemble des textes qui ont abouti à cette situation. Il n'en est pourtant rien. La vigueur de la dénonciation rend d'autant plus impressionnant le vide des propositions.

Le programme du PS se cantonne à des aménagements à la marge, peu contraignants, sans revenir sur les contre-réformes elles-mêmes. Il prétend seulement limiter, de manière vague, les dépassements d'honoraires, les restructurations hospitalière ou les « effets pervers » de la nouvelle tarification des hôpitaux.

Il s'inscrit totalement dans la logique de la loi Bachelot qui réduit les missions et la place de l'hôpital public en prétendant lui substituer des professionnels libéraux regroupés en « maisons médicales ».

Ce programme santé et protection sociale du PS présente donc pour le ou la futurE candidatE l'avantage de permettre des dénonciations de tribune contre la politique de Sarkozy, pendant la campagne électorale, en ne l'engageant sur rien de contraignant une fois arrivéE aux affaires.

C'est que, sur le fond, le PS et la droite partagent la même perspective libérale: réduire le « coût du travail », et pour cela exonérer définitivement les patrons du financement de la Sécurité sociale en transformant les cotisations sociales (payées par les employeurs) en impôts (payés par l'essentiel par les salariés et les classes populaires).

Certes le financement par l'impôt sur le revenu, taxation progressive qui touche davantage les plus hauts revenus, est plus juste que le financement par la TVA préconisée en 2007 par Sarkozy qui, elle, frappe d'abord les plus pauvres.

Mais sur le fond le résultat est le même: réduire la part des salaires (dont les cotisations sociales), ce qui permet d'accroître d'autant la part des profits.

Face à ce programme d'alternance sans changement, il est vital de ne pas attendre 2012, mais de construire dès aujourd'hui l'outil d'une mobilisation pour le droit aux soins gratuits et d'accès facile pour tous, dont la journée unitaire du 2 avril a été la première échéance.

Comme pour les retraites et pour la dépendance, l'enjeu c'est un autre partage des richesses.

Jean-Claude Delavigne



GAZ ET HUILE DE SCHISTE

Halte aux mensonges et à l'hypocrisie !

Malgré les risques connus de l'exploitation des gaz et huiles de schiste sur l'environnement et la santé, l'Assemblée nationale a voté une loi en faveur des industriels.

L'Assemblée nationale vient de voter une loi très insuffisante sur les gaz et huiles de schiste. Dans le projet de loi initial, qui laissait déjà de belles solutions juridiques aux industriels, l'article 2 prévoyait une abrogation des permis de recherche déjà accordés. Une semaine avant le vote, cette disposition a été modifiée par la Commission du développement durable de l'Assemblée nationale qui a estimé qu'elle était juridiquement contestable par les industriels. La nouvelle version du texte ne prévoit plus désormais que d'imposer aux titulaires des permis de recherche la remise d'un rapport sur les techniques qu'ils comptent employer, dans un délai de deux mois: « Si ce rapport n'est pas remis ou s'il est indiqué que les titulaires du permis ont recours à la technique dite de fracturation hydraulique de la roche, les permis exclusifs de recherches concernés [seront] abrogés ». Les députés UMP et PS ont écouté les industriels et

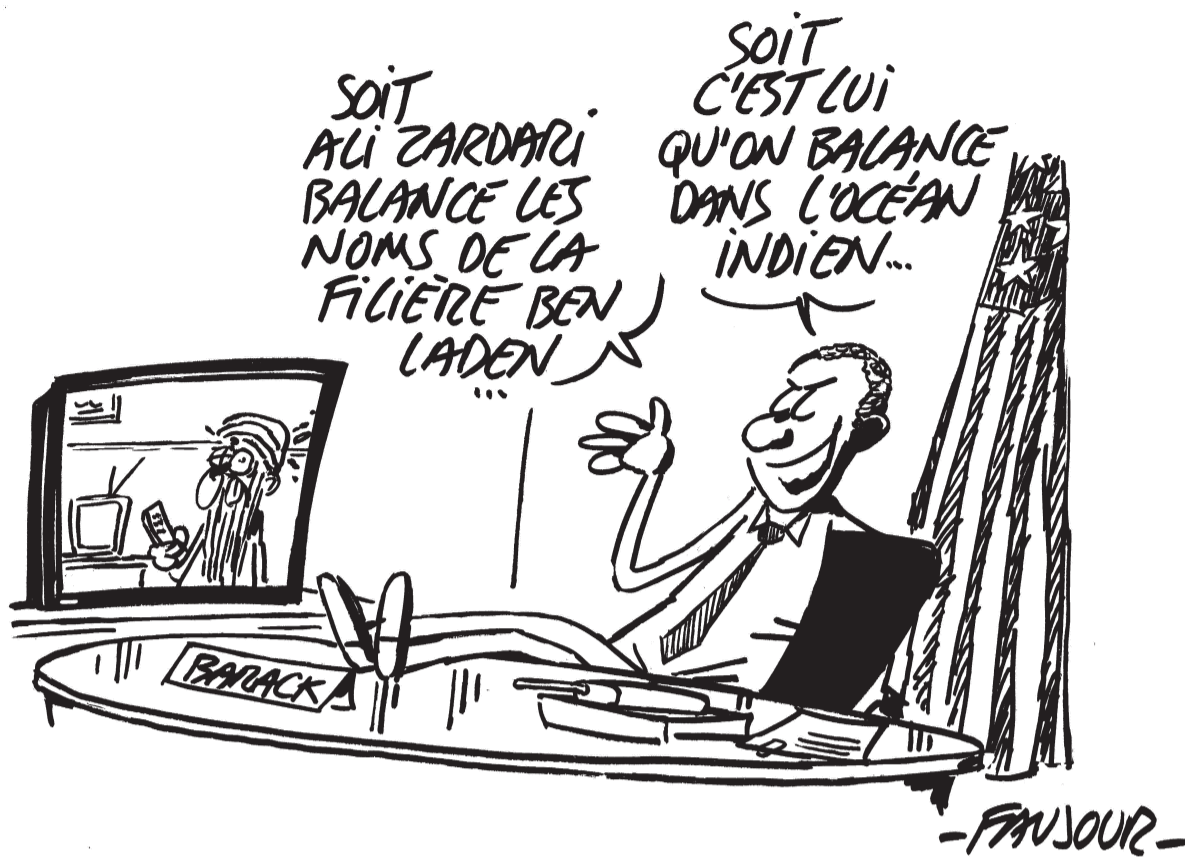
focalisent l'attention sur la fracturation hydraulique que ceux-ci prétendent pouvoir subitement rendre « propre ». Tout en privatisant et sous-traitant, la France maîtriserait déjà fondamentalement mieux sa filière nucléaire que le Japon et pourrait désormais prétendre en plus maîtriser fondamentalement mieux l'exploitation des gaz et huiles de schiste que les États-Unis pourtant tristes spécialistes de la fracturation hydraulique... Pourtant, au-delà des risques avérés de pollution par des produits chimiques, la fracturation hydraulique provoque une pollution au gaz méthane des nappes phréatiques autour de la plupart des puits. Compte tenu des sécheresses de plus en plus fréquentes et du besoin vital en eau, il est irresponsable de privilégier quelques réserves de gaz et pétrole au détriment de l'eau. Les émissions massives de gaz à effet de serre liées à l'extraction puis à l'utilisation des gaz de schiste constituent une fuite en avant dans les énergies fossiles, à l'heure où la priorité reconnue

mondialement est de réduire les émissions de gaz à effet de serre en misant sur la sobriété et l'efficacité énergétiques et les énergies renouvelables. Le jour du vote de la loi, une étude reprise par le journal britannique The Guardian annonçait que dans le nord de la Pennsylvanie et de New York, « 85% des puits d'alimentation en eau potable situés dans un rayon d'un kilomètre autour des forages seraient contaminés ». Pourtant, Nicolas Sarkozy et le gouvernement privilégient une fois de plus les profits de quelques sociétés, au détriment de l'environnement, de l'eau et des risques liés au réchauffement climatique. Les sociétés concernées l'annoncent pour la plupart clairement à leurs actionnaires: en 2011 forages verticaux, en 2012 reprise de la fracturation hydraulique et des forages horizontaux. Certains choix juridiques permettraient pourtant d'annuler l'ensemble des permis sans indemniser les industriels concernés car ceux-ci ont été accordés par le gouvernement

sur la base d'informations tronquées voire mensongères. Comme le démontre l'avocate Muriel Bodin¹, « Les permis ne sont pas illégaux; ils sont le résultat d'une fraude aux fins de leur obtention. Le retrait est alors possible sans délai pour des raisons tenant à la santé, la sécurité et la salubrité publiques. Et ce, sans indemnisation car "Nul ne peut arguer de sa propre turpitude pour arguer d'un droit à réparation de son préjudice". » Il semble également temps de demander des comptes aux entreprises publiques ou semi-publiques qui développent l'exploitation des gaz et huiles de schiste à l'étranger (Total, GDF-Suez) et notamment aux États-Unis et en Chine. L'exploitation des gaz et huiles de schiste pour les citoyens mobilisés, c'est « ni ici, ni ailleurs, ni aujourd'hui, ni demain »! Thomas Couderette

1. Avocate spécialiste de l'aménagement durable et l'accessibilité.

USA-PAKISTAN: ÇA SE TEND



Obama, Ben Laden et la crise pakistanaise

Il y a beaucoup plus en jeu dans l'exécution de Ben Laden qu'une réélection présidentielle aux États-Unis.

Le plus important dans l'opération menée par les commandos US à Abbottabad, le 2 mai 2011, n'est probablement pas la disparition d'Oussama Ben Laden – même s'il restait la figure emblématique d'Al-Qaida – mais la façon dont il a été exécuté. Washington ne souhaite pas la chute du gouvernement pakistanaise, pas plus que ce dernier ne souhaite rompre avec les USA, tant il a besoin de leur appui. Mais en décidant d'intervenir ainsi en territoire étranger, Barack Obama joue à l'apprenti sorcier. Ces dernières années, l'opinion publique pakistanaise supporte de plus en plus difficilement l'accroissement des activités militaires américaines du côté pakistanaise de la frontière afghane – en particulier la multiplication des attaques d'avions sans pilote (les drones) avec leur cortège de victimes civiles. Aujourd'hui, la classe politique pakistanaise ne peut que condamner une violation flagrante et inédite de la souveraineté nationale du pays ; à savoir une intervention aéroportée dans un important centre urbain. Le gouvernement civil ne peut, pour autant, expliquer la présence de Ben Laden dans une ville qui abrite la principale académie militaire du pays – sauf à avouer qu'il ne contrôle ni l'armée ni les services secrets. La crise politique au Pakistan est d'autant

plus aiguë que la question talibane a pris en 2009 une dimension nouvelle, avec la guerre de Swat (une vallée du Nord-Ouest). Elle a véritablement acquis une dimension intérieure et non plus seulement frontalière. Des groupes talibans se forment au-delà des seules communautés pachtounes, où ils sont nés, se surajoutant aux autres mouvements islamistes et fondamentalistes radicaux. Le double jeu traditionnel de l'armée (combattre et soutenir simultanément les talibans) s'en trouve singulièrement compliqué. Avec la montée en puissance de la pression intégriste et des conflits sectaires qui l'accompagnent, les fractures au sein de l'État risquent de s'élargir. L'armée pakistanaise doit aussi montrer qu'il n'y aura pas de paix en Afghanistan sans son accord. Washington est à la recherche d'une solution politique à laquelle seraient associés des talibans, mais le Pakistan a été tenu à l'écart de ces ébauches de pourparlers. Or, Islamabad ne peut accepter de voir à Kaboul un gouvernement allié à l'Inde, « l'ennemi héréditaire ». Les services secrets peuvent utiliser leurs liens, fort intimes, avec les talibans pour faire achopper les négociations alors que le gouvernement peut se tourner vers la Chine pour faire pièce aux USA et à New Delhi. L'affaire Ben Laden est au cœur d'un jeu géopolitique

complexe qui concerne toute la région. En l'occurrence, le Pakistan fait aussi les frais du réarmement idéologique de l'impérialisme étatsunien. L'exécution extrajudiciaire de Ben Laden est l'occasion, aux USA, de réhabiliter les assassinats ciblés (qui avaient été interdits par la justice), la prison « hors loi » de Guantanamo (que le candidat Obama avait promis de fermer), l'usage de la torture (selon la version officielle, ce serait des aveux extorqués à un détenu de Guantanamo qui auraient mis la CIA sur la trace du chef d'Al-Qaida), le nationalisme de grande puissance et le « droit » d'intervention universelle que s'arrogue Washington. L'opération politique est d'autant plus efficace qu'elle est menée par un président démocrate, noir, dont l'élection avait été saluée par de nombreux progressistes. Le temps des illusions est bien passé. L'action des commandos US est une opération de guerre – mais d'une guerre dont l'enjeu dépasse de loin la mise en scène spectaculaire d'un duel Obama-Ben Laden et la prochaine élection présidentielle aux États-Unis. Au monde, Washington annonce sa fermeté guerrière. En Asie, les cartes du jeu géopolitique autour du conflit afghan sont rebattues. Au Pakistan, la crise s'aggrave – une crise dont la population paie le prix fort. **Pierre Rousset**

GRÈCE Situation brûlante

Comme on l'annonçait l'an dernier, le memorandum de mai 2010 ne pouvait déboucher que sur une fuite en avant : faire payer la crise aux travailleurs ne pouvait rien changer sur le fond, et ce n'est pas une surprise si l'État n'arrive pas à faire rentrer tous les impôts et les taxes dont il a fait cadeau depuis longtemps au patronat local (l'exemple des armateurs et des patrons de presse et leurs sociétés écrans étant peut-être le plus criant). Or, le FMI et l'Union européenne (UE) exigent un deuxième memorandum, avec encore plus de sacrifices des travailleurs, aggravant le démantèlement des biens publics et s'attaquant plus fort aux travailleurs du privé. De plus, un mois après l'annonce d'un plan de 23 milliards d'économies pour la période 2012-2015, le gouvernement socialiste laisse entendre qu'il faudra aller plus loin (écoles fermées, réduction du secteur de la santé...). On comprend donc que, même si bien des travailleurs se défient des bureaucraties syndicales, la grève générale, même de 24 heures, reste une arme pour avancer dans la contre-offensive. Malgré l'absence de perspectives et la division entretenue par le KKE (PC grec), la grève a été fort suivie le 11 mai, comme un pied de nez à la présence de la « troïka », nom donné aux saigneurs du FMI, de l'UE et de la Banque européenne, venus prêcher pour un gouvernement d'union nationale ! Des manifs ont eu lieu dans toutes les grosses villes, et à Athènes, 40000 travailleurs et jeunes ont défilé (10000 dans le front du KKE), avec de très gros blocs comme celui de DEI (électricité), menacé de privatisation, et d'autres secteurs en lutte (ambulanciers, crèches, enseignants...). La gauche radicale et anticapitaliste était elle aussi venue en force. Mais le fait marquant de la manif fut la violence policière : une charge, sans prétexte selon tous les témoins, a envoyé une centaine de manifestants à l'hôpital, tous frappés à la tête, dont un militant entre la vie et la mort. La situation démocratique est grave : soit le gouvernement veut faire comme la droite (violences ordonnées pour décourager les résistances), soit les corps de répression, noyautés par des groupuscules fascistes qui font régner la terreur raciste dans quelques quartiers, agissent de manière autonome, ce qui ne laisse pas d'inquiéter dans un pays qui a connu une dictature fascisante il y a une quarantaine d'années. Le lendemain, une manif très battante a dénoncé ces violences, et l'exigence qui monte est désormais la dissolution de tous ces corps répressifs et l'interdiction des gaz, à l'origine de graves blessures. La résistance est certes difficile, entravée par le sectarisme et la bureaucratie, mais d'autres faits sont encourageants : ainsi, le succès des trois jours de discussion sur la dette, avec participation d'un public différent des meetings habituels – notamment d'anciens du Pasok –, prouve la crédibilité avec laquelle est peu à peu envisagé le refus de payer « leur » crise. Différents appels communs des forces de Syriza et Antarsya vont aussi dans le bon sens, comme l'appel à la manif du 12 contre la répression. Et, bien sûr, la grosse apparition des syndicats de base le 11 mai, partisans de la lutte prolongée, va dans le même sens. **Tassos Anastassiadis et Andreas Sartzekis**

PORTUGAL 7^e Congrès du Bloco de Esquerda

Le Bloco de Esquerda (Bloc de gauche), le parti de la gauche radicale au Portugal, a tenu les 7 et 8 mai un congrès national offensif et réussi, dans un contexte difficile. Le Portugal, avec la Grèce et l'Irlande, est un des pays de l'Union européenne (UE) les plus durement frappés par la crise économique. Confronté au creusement de sa dette, le Portugal du socialiste Socrates a négocié un plan d'aide avec l'UE et le FMI. Même s'il doit tenir compte de la colère populaire, le gouvernement approfondit sa politique d'austérité censée rétablir l'équilibre des comptes. La crise politique s'ajoute, avec la démission de Socrates le 23 mars dernier et la convocation d'élections législatives pour le 5 juin. Le 7^e congrès du Bloc était ainsi à la fois une échéance démocratique interne et le coup d'envoi public de la campagne pour « changer de futur ». Le Bloc sera présent dans la totalité des circonscriptions du pays. La couverture médiatique impressionnante dont il bénéficie donne un grand écho aux propositions politiques de ce parti qui refuse les mesures d'austérité, l'explosion de la précarité et qui dénonce la corruption. Il oppose

au plan du gouvernement, une politique de renégociation de la dette, une autre répartition des richesses par une réforme fiscale radicale, le développement de l'emploi public. Ces propositions font écho aux puissantes mobilisations sociales qui se sont récemment déroulées dans le pays, une grève générale le 24 novembre et une impressionnante manifestation contre la précarité le 12 mars de la « génération fauchée ». Sur la base de son programme, le Bloc propose une alternative gouvernementale à l'alliance entre le PS, le centre et la droite. Il interpelle ainsi le Parti communiste portugais (PCP) et l'aile gauche du PS pour un gouvernement qui rompe avec le FMI et prenne des mesures favorables à la majorité de la population. Au congrès, la majorité a obtenu un score qui dépasse 80%. Des débats la traversent mais un accord solide et une confiance patiemment tissée soude des responsables politiques de traditions politiques diverses. En effet, le Bloc est issu de la fusion de trois partis, l'Union démocratique populaire d'origine maoïste, le Parti socialiste révolutionnaire d'origine trotskiste et Política XXI, un courant qui s'est détaché du PCP. Les dirigeants issusEs

de ces formations politiques ont su aussi laisser une place d'animation à des générations plus jeunes, plus féminisées. La principale minorité, issue d'un courant trotskiste, a obtenu un peu plus de 14% des voix. Tout au long du congrès, elle a critiqué vertement le bilan et l'orientation de la direction jugée pas assez à gauche, notamment sur la question de la dette. Très actif dans les luttes et le mouvement social, le Bloc de gauche n'a cessé de progresser sur le plan électoral, passant de 2,44% des voix en 1999 à près de 10% en 2009 (il obtient ainsi seize députés). C'est un parti solidement installé et qui pèse dans le débat politique du pays. Mais le 5 juin prochain, le concurrent principal pour le Bloc sera l'abstention, geste qui peut tenter une part importante de la jeunesse et des classes populaires comme méthode de sanction de la classe dirigeante au pouvoir. Si l'expérience du Bloc de gauche n'est pas reproductible partout à l'identique, elle est une source d'inspiration et de fierté pour celles et ceux qui veulent construire une gauche de combat partout dans le monde. **Fred Borras**

G8/20

AU NORD COMME AU SUD, PAS QUESTION DE PAYER LEURS CRISES !

Écrans de fumée

Selon le gouvernement français, «l'ambition du G8 est d'instituer un capitalisme responsable». Pourtant, depuis deux ans, c'est au G20, dans un cadre tout aussi illégitime mais plus conforme aux nouveaux rapports de forces internationaux, que sont discutés la plupart des grands sujets économiques. Et ces discussions ne débouchent sur rien de bien sérieux. En avril 2009, le G20 lançait par exemple la chasse aux paradis fiscaux. Aujourd'hui ils sont en pleine forme et ne sont même plus montrés du doigt. Depuis le 5 novembre 2010, la «liste noire» des paradis fiscaux établie par l'OCDE est vide. Quant à la «liste grise» qui comprenait 42 États, elle n'en comporte plus que 9. Il suffit aux États de signer des accords bilatéraux bidons pour être blanchis. Les îles Caïmans promettent ainsi d'échanger des informations avec... d'autres paradis fiscaux. Beau résumé du capitalisme responsable. La Suisse, toujours en pointe dans ce domaine, est même en passe d'obtenir un meilleur accès aux marchés financiers britanniques et allemands, ainsi que le maintien absolu de son secret bancaire, à la seule condition de prélever un impôt sur les fortunes dissimulées dans ses banques. En clair, les gouvernements britannique et allemand promettent de fermer les yeux sur la fraude à condition que la Suisse consente à leur rétrocéder une poignée de billets.

Moralisation

Autre exemple de diversion: l'encadrement des rémunérations des traders. Cela consiste uniquement à étaler le versement des bonus dans le temps, à en payer une partie sous forme d'actions et à modifier la répartition entre les rémunérations fixes et variables. Dans la bouche des dirigeants, qui n'ont décidément pas peur du ridicule, ce changement doit concourir à limiter les prises de risques. Plutôt que d'interdire des activités néfastes, mettant en danger la majorité de la population, on met en place des mesures censées inciter les financiers à la modération. Concrètement, quand le directeur général de BNP-Paribas reçoit la bagatelle de 6,2 millions d'euros, une partie ne peut pas être encaissée immédiatement. C'est la «moralisation du capitalisme» dans toute sa splendeur.

Régulation

Pour comprendre pourquoi il ne reste pas grand chose des promesses de réforme, rien de tel que de suivre les revirements de l'ancien directeur de la Banque centrale américaine, Alan Greenspan. En 2005, très sûr de sa doctrine libérale, il estimait que «l'autorégulation est plus efficace pour éviter la prise abusive de risques que la réglementation gouvernementale». En 2008, lorsque la crise devenait extrêmement grave et que la Commission du budget du Congrès américain lui demandait des comptes, M. Greenspan admettait très clairement avoir commis «une erreur en

comptant sur l'intérêt privé des organisations, principalement des banquiers». Un contrôle public aurait été utile, non pas pour protéger les travailleurs et les ménages endettés, mais «pour protéger les actionnaires». Les vieilles priorités demeuraient. Mais l'aveu était bien là: «Le modèle de gestion des risques tenait depuis des décennies. Mais l'ensemble de cet édifice intellectuel s'est effondré l'été dernier [...] J'ai trouvé une faille dans l'idéologie capitaliste. Je ne sais pas à quel point elle est significative ou durable, mais cela m'a plongé dans un grand désarroi.»

Marchés

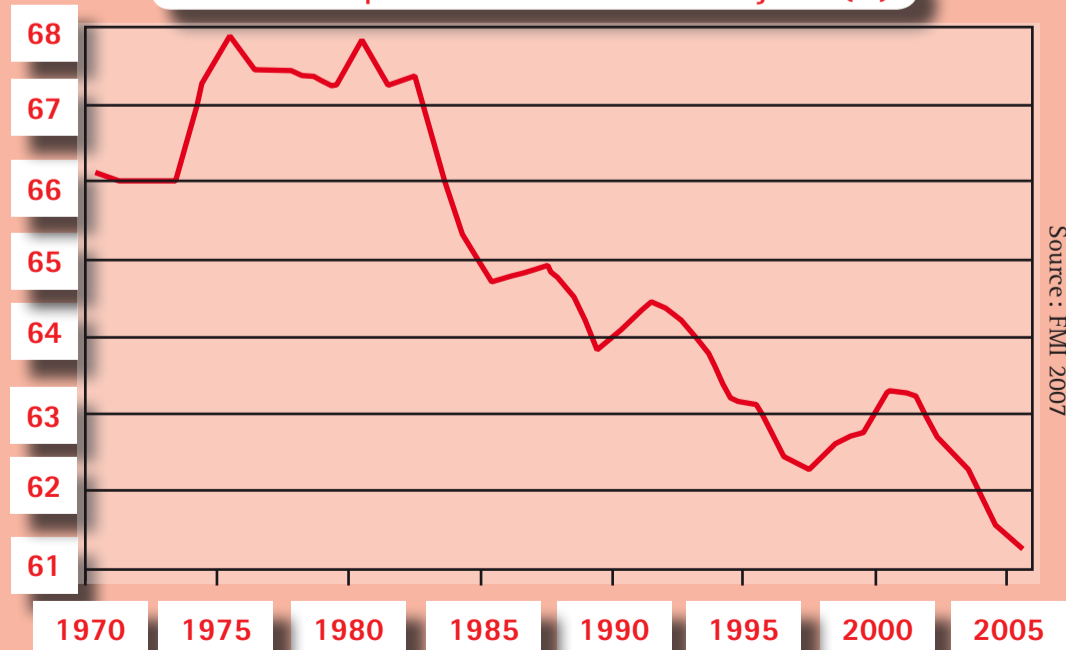
Ce grand désarroi aura été éphémère. Depuis deux mois, M. Greenspan remet en cause les quelques avancées figurant dans la loi Dodd-Frank, votée par les parlementaires américains durant l'été 2010. Il s'agit de la seule réforme un peu substantielle adoptée à la suite de la crise. Si elle ne remet nullement en cause la liberté de circulation des capitaux, cette loi interdit certaines opérations et instaure une surveillance des marchés financiers. M. Greenspan juge cela intolérable. Pour lui, «à de rares exceptions près (2008 par exemple), la main invisible mondiale a permis de bénéficier de taux de change, de taux d'intérêt, de prix et de taux de salaire relativement stables». On ne saurait mieux résumer l'état d'esprit actuel des dirigeants. À Deauville, les chefs d'État du G8 tenteront à nouveau de faire oublier la faillite du néolibéralisme. Avec l'optimisme du docteur Pangloss de Voltaire (*Candide*), ils nous diront que «tous les événements sont enchaînés dans le meilleur des mondes possibles»... à de rares exceptions près.

Partage des richesses

La crise n'est pas une exception, un accident, mais le produit d'un système fondé sur la propriété privée des moyens de production et sur la concurrence internationale. Ces dernières années, les déséquilibres n'ont cessé de s'accroître tant au niveau mondial, entre les États-Unis et la Chine, qu'au niveau européen, entre l'Allemagne et les pays méditerranéens. L'endettement privé et les bulles financières se sont développés en dehors de tout contrôle. Les gains de productivité ont été accaparés par les profits. La part des salaires dans la valeur ajoutée s'est effondrée dans les pays du G7 (voir graphique). Aujourd'hui encore, ce système continue de produire la misère. Selon le Bureau international du travail, le nombre de travailleurs pauvres a pratiquement cessé de diminuer depuis 2007. Et celui de chômeurs dans le monde passera de 205 millions en 2010 à... 203 millions en 2011. Derrière les discours démagogiques et mensongers, derrière les prétendus «chantiers prioritaires» de Nicolas Sarkozy et derrière l'écran de fumée de son «capitalisme responsable» apparaît la réalité nue d'un système qui redémarre avec un niveau de chômage bien plus élevé qu'avant la crise et des dettes publiques gonflées par la socialisation des pertes. Face à la crise sociale, il est urgent de partager le temps de travail et les richesses.

Philippe Légy

Évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée (%)



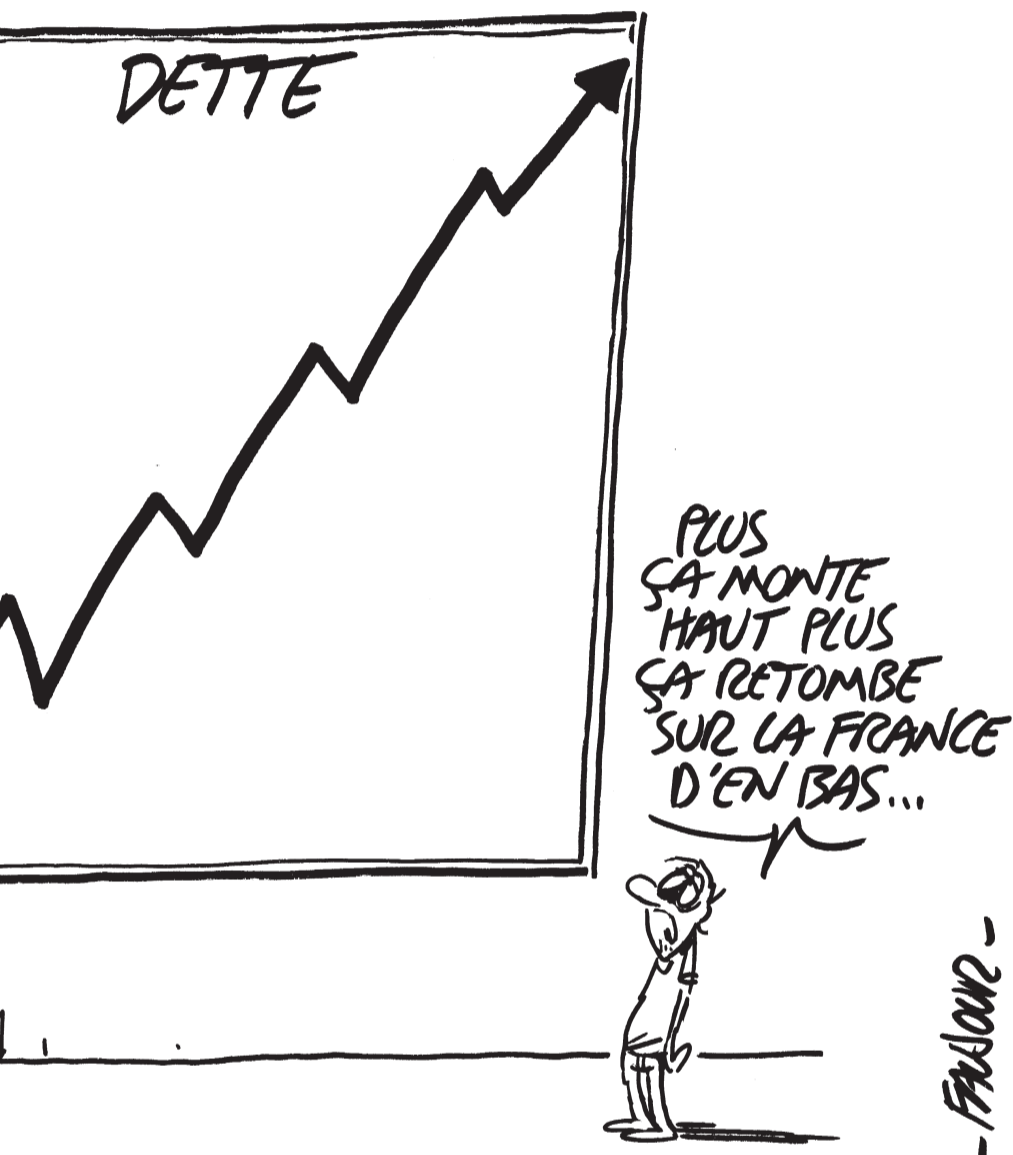
Best of G

Depuis 1975, les plus grandes économies imposent leurs intérêts communs aux sommets du G7 puis du G8 (à l'exception de la déclaration qui prend appui sur la Banque mondiale, mais aussi l'ONU pour Revenons sur certaines d'entre elles.

Le premier sommet à huit avec l'arrivée de la Chine (convertie à l'économie de marché) à Beijing a permis de prendre la pleine mesure de «Le problème du bogue de l'an 2000 (le problème des ordinateurs à l'an 2000, présentement internationale». Plus sérieusement, ces sommets annuels ont donné lieu à des attaques néolibérales et de... En 2001 à Gênes en Italie, la déclaration «Le commerce et des investissements favorisent la pauvreté dans le monde». Pour s'assurer cette liberté du commerce et de leur accès, ils invitent «l'OMC et l'Organisation mondiale du Commerce à collaborer avec la Banque mondiale, conformément aux règles internationales en vigueur». C'est-à-dire à protéger les profits de l'industrie du luxe menacée par la concurrence asiatique menacée par les médicaments génériques. Ce sommet marque un tournant dans l'histoire: l'un des 300 000 manifestants s'opposant à la conférence par un policier. Depuis, G8 et autres sommets s'éloignent des grandes villes et se replient



mobilisationsG8G20.org



Crise économique, crise du G8 ?

Avec la crise, les déclarations économiques du G8 se font moins précises. Si la foi dans le marché et la mondialisation est réaffirmée à Hokkaido au Japon en 2008, c'est de manière moins convaincante : «*La mondialisation et les marchés libres offrent de belles occasions à nos sociétés, aux économies émergentes et aux pays en développement.*» Les rapports de forces mondiaux se redessinent et le G8 laisse la place au G20 qui intègre en particulier la Chine, l'Inde et le Brésil. Pendant un temps, des plans de relance plus ou moins ambitieux sont mis en place, en particulier en Chine (et dans une moindre mesure aux États-Unis). Le plan de relance chinois représente 12% de son PIB, soit 400 milliards d'euros. C'est sans commune mesure avec la situation en Europe, pourtant bien plus durement touchée. Il suffit de comparer aux 26 milliards des «*1 000 projets*» du plan de relance français (1% du PIB). Après ce court épisode et la prise en compte de ce partage du pouvoir en évolution, l'option néolibérale est rapidement redevenue l'unique credo. Dans ce nouveau cadre élargi du G20 qui concentre désormais l'essentiel des discussions économiques, les débats à l'étape actuelle de la crise se focalisent autour des dettes publiques et des monnaies. Le lien entre dette et monnaie est en effet très fort, pour au moins deux raisons : lorsque la monnaie d'un pays perd de sa valeur, la dette publique s'allège d'autant ; en même temps, les marchandises produites dans ce pays semblent moins chères à l'étranger, ce qui favorise ses exportations et inversement limite ses importations. La dévaluation (baisse brutale de la valeur de la monnaie, comme en Argentine en 2001) ou l'inflation permettent donc de reporter une partie du coût de la crise sur les voisins. Le rôle du G20 est de chercher des compromis entre grandes puissances économiques dans ce partage des pertes. Le principal compromis étant bien entendu de faire payer autant que possible les pays plus faibles et les travailleurs, et de

protéger au maximum les intérêts des banques et des multinationales. Le FMI fait donc son grand retour, prônant des plans d'austérité et de privatisation dans les pays européens les plus faibles qui rappellent fortement les plans d'ajustement structurel qu'il imposait aux pays du Sud dans les années 1990. Les peuples qui souffrent déjà du chômage et de la précarité, ceux qui ont parfois perdu leur logement dès le début de la crise, sont sommés de rembourser une dette qui n'est pas la leur. En Grèce, les services publics sont réduits ou privatisés, les salaires gelés ou baissés, pour protéger les avoirs des banques françaises et allemandes (84 milliards d'euros pour ces deux pays, 250 milliards pour l'ensemble des banques européennes). Cette dette grecque est le pendant de l'excédent commercial allemand : les banques allemandes prêtent à l'État et aux entreprises grecs pour qu'ils achètent à crédit des produits allemands. Au Portugal et en Irlande, les acteurs changent un peu mais la logique reste la même, sauver le cœur du système au prix d'une explosion de la pauvreté dans les pays de la périphérie. C'est bien de rapport de forces qu'il s'agit et non de «*lois économiques*» puisque l'endettement public des pays du G8 peut être tout aussi fort : la dette représente 98% du PIB irlandais, 47% au Portugal ou 65% en Espagne, mais 92% aux États-Unis, 78% au Royaume-Uni, 76% en Allemagne et 83% en France. Si ces derniers pays ne subissent pas les plans «*d'aide*» du FMI, leurs gouvernements y imposent néanmoins des plans d'austérité presque aussi violents. Non, huit ou même vingt pays ne sont pas légitimes pour gouverner le monde. Non, huit ou vingt, élus ou dictateurs, ces serviteurs du capital économique et financier ne nous feront pas payer leur crise. Le G8 de Deauville et le G20 de Cannes cet automne doivent être des étapes de la construction d'une résistance internationaliste pour mettre en échec le capitalisme.

8

conomies du monde se réunissent pour s au reste de la planète. Chacun des partir de 1998) est l'occasion d'une les relais institutionnels (OMC, FMI, our les sujets moins économiques).

ivée de la Russie (enfin pleinement irmingham au Royaume-Uni en 1998 du principal problème de l'époque : ou du millénaire), associé au passage e un défi majeur à la communauté

ls ont surtout été l'occasion de coor- répéter à l'envi la foi dans le marché. on commune rappelle que «*la liberté vorise la croissance et la réduction de ssurer de pouvoir profiter à plein de vance technologique, les pays du G8 diale de la propriété intellectuelle, en à aider les pays les plus pauvres à se relatives aux droits de propriété intel- ofits des multinationales, qu'il s'agisse contrefaçon ou de l'industrie pharma- génériques.*

la mobilisation des contre-sommets : nt au G8, Carlo Giuliani, est assassiné s grandes rencontres internationales ent sur des destinations plus huppées

(stations de ski ou villes balnéaires, comme Deauville cette année) symbolisant le mépris de classe de ces dirigeants vis-à-vis des peuples.

La déclaration issue du dernier passage du G8 en France, à Évian en 2003, mérite un instant d'attention, puisqu'elle engage les participant :

- «*à mettre en œuvre des réformes structurelles sur les marchés du travail, des produits et des capitaux;*
- «*à réformer nos systèmes de retraite et de santé pour faire face au défi commun que constitue le vieillissement de la population;*
- «*à améliorer la productivité en misant sur l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie, en créant un environnement favorable à l'épanouissement de l'esprit d'entreprise, en encourageant la concurrence et en incitant les acteurs publics et privés à investir dans la connaissance et l'innovation.*»

Les attaques contre le droit du travail, la Sécurité sociale, les retraites ou les universités, tout y est.

Ce best of serait incomplet si on n'y mentionnait le G8 précédant la crise, le sommet de 2007 à Heiligendamm (Allemagne). On y apprend «*que l'économie mondiale se porte bien et que les évolutions économiques sont aujourd'hui plus favorables à un ajustement que par le passé, principalement parce que nous [le G8] avons progressé dans la mise en œuvre de notre stratégie commune.*» Merci à eux... Le risque financier? Pas d'inquiétude, «*Nous [toujours le G8] avons discuté des récents développements qui sont intervenus sur les marchés financiers mondiaux, notamment des fonds spéculatifs qui, avec l'émergence de techniques et de produits financiers avancés tels que les dérivés de crédit, ont largement contribué à l'efficacité du système financier. [...] Étant donné la forte croissance de l'industrie des fonds spéculatifs et la complexité croissante des instruments qu'ils négocient, nous réaffirmons la nécessité d'être vigilants.*» Cette «*vigilance*» bienveillante n'a rien empêché des séismes financiers de 2007 et 2008.

À lire

Nos réponses à la crise est un document programmatique adopté par le 1^{er} congrès du NPA, le 13 février 2011. Il s'agit d'une analyse de la situation d'un monde capitaliste confronté à la plus grave crise de son histoire, d'énoncer des réponses favorables à la majorité des populations dans la perspective d'un monde écosocialiste.

Vous pouvez commander cette brochure en envoyant un chèque de 2 euros à l'ordre de NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex





www.npa-formation.org

Si l'Université d'été du NPA est sans conteste un lieu où militantEs et sympathisantEs trouvent de quoi compléter leurs connaissances, il n'est pas nécessaire et heureusement d'attendre le mois d'août pour apprendre. Dans plusieurs régions dont la région parisienne se tiennent des sessions de formation sur des sujets divers : l'État, la classe ouvrière, le mouvement ouvrier mais aussi l'oppression, l'écologie etc. Pour celles et ceux qui ne peuvent suivre ces séances, ce site permet de retrouver les introductions ainsi que les documents distribués aux participantEs. Une adresse à conserver pour son usage personnel comme pour organiser des discussions dans son comité.

L'essai

LE SPECTACLE, STADE ULTIME DU FÉTICHISME DE LA MARCHANDISE

DANIEL BENSÂÏD

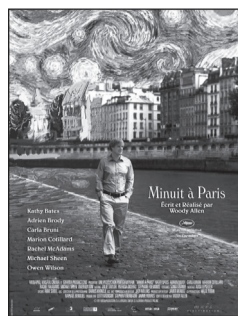
Lignes
144 pages
16 euros



Entre ce livre et *Considérations inactuelles sur « l'actuel encore actif »* du Manifeste communiste que vient de publier *Contretemps* (n°9, mars 2011), lequel de ces deux textes inédits de D. Bensaïd lire avant tout ? Dans l'un comme dans l'autre, on retrouvera sa clarté d'exposition, sa capacité à dégager les grandes questions posées aux révolutionnaires d'aujourd'hui et son souci de les analyser au plus profond. Le deuxième, où l'on retrouve aussi le ton enlevé qui rendait ses interventions orales si prenantes, conduit forcément le lecteur de 2011 à chercher « l'actuel encore actif » de ces développements datant de 1998 (150^e anniversaire du Manifeste). Ce texte a peu vieilli, mais sans doute son auteur aurait-il souhaité le rendre encore plus « actuel » avant de le publier. D'autres urgences l'en empêchèrent, comme le montre également ce livre laissé inachevé à son décès en 2010, et dont le sujet est moins « le spectacle » que la détermination révolutionnaire, ses ressorts et tout ce qui lui fait obstacle, depuis « le cercle vicieux » de la réification et de la conscience aliénée jusqu'au « nihilisme de la renonciation ». Seuls les deux premiers des six chapitres prévus offrent un texte définitif, et s'il est émouvant et instructif d'observer D. Bensaïd au travail dans les suivants (par exemple avec des notes de lecture remarquables d'acuité et de méthode), c'est au lecteur d'aujourd'hui, à nouveau, qu'il revient de prolonger cette réflexion restée à l'état de fragments. Mais il faut aussi relever tout ce qu'elle offre d'excellentes pages, complètes, éclairantes et d'utilité immédiate, notamment contre « le concept massif de domination » justifiant « l'impuissance politique », ou sur « la politique comme art du retournement », D. Bensaïd écrivant contre tout désespoir : « C'est là le sort de toute lutte que d'être asymétrique, et le défi de toute émancipation que de retourner une faiblesse en force. »

Gilles Bounoire

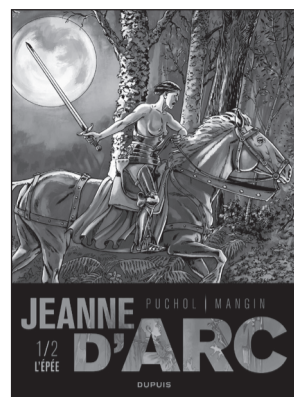
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



FILM MINUIT À PARIS Woody Allen

Oui, je sais, Carla Bruni joue dedans. Un rôle sans importance. Il aurait été difficile de ne pas chroniquer et de boycotter l'un des meilleurs films de Woody Allen de cette dernière décennie. Bien sûr, Paris est idéalisé, la caméra ne filme pas Stalingrad ou les Maréchaux. Derrière les cartes postales clichés qui feront la joie des Américains (et du tourisme), W. Allen exploite avec humour une idée lumineuse avec un casting détonant. Paris est ici magique puisqu'il transporte le personnage principal à l'époque de son âge d'or, les années 1920. Il y rencontre Hemingway, Picasso, Dali (merveilleusement interprété par A. Brody) et tant d'autres. Le rêve devient réalité et nous croisons avec plaisir le must du milieu artistique mondial. Woody Allen filme la bourgeoisie tout en conservant un regard satirique à travers les beaux-parents et la compagne du personnage joué par Owen Wilson.

Dépassez vos appréhensions, vous ne serez pas déçus.
Thibault Blondin

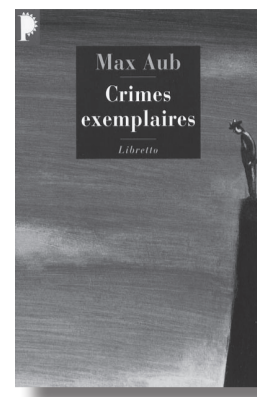


BD JEANNE D'ARC, Tome 1 Puchol et Mangin

Dupuis / 14,95 euros
Daniel Bensaïd avait souligné dans un livre, *Jeanne de guerre lasse*, et malgré les récupérations actuelles de l'extrême droite, la dimension subversive de Jeanne d'Arc, jeune, femme et paysanne devenue pourtant chef de guerre. Les auteures, toutes les deux des femmes, ce qui est rarement le cas dans la BD, se livrent à une relecture féministe du personnage de Jeanne d'Arc. Dans ce premier tome, elles retracent son enfance et son adolescence. Elles en font une jeune fille amoureuse d'une compagne de jeu, tentée par la sorcellerie, rejetant son destin tout tracé d'épouse et de mère. Si le scénario manque parfois de liant, on se laisse prendre aisément par cette histoire d'une femme voulant à tout prix échapper à sa condition.

Sylvain Pattieu

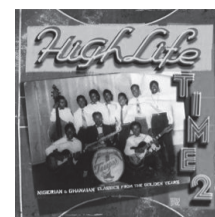
Rectificatif : dans le dernier numéro, la chronique du livre *Le 31 juin* a été attribuée par erreur à Paul Louis Thirard. Elle a été rédigée par Michael Löwy. La rédaction présente ses excuses aux auteurs.



LIVRE CRIMES EXEMPLAIRES Max Aub

Libretto Phébus / 6 euros
« Personne ne peut se vanter de s'être moqué de moi. En tout cas pas celui-là » ou encore « Il m'avait mis un morceau de glace dans le dos. Le moins que je puisse faire était de le refroidir. » Ces deux exemples montrent l'art de Aub, qui dresse avec une grande économie de mots des scènes extrêmement brutales, tout en provoquant le sourire de son lecteur. Chaque texte relate, dans un style très incisif et ramassé – entre une ligne et une page – un assassinat. C'est également la démonstration de la puissance de la littérature alliée à l'humour, capable de saisir la grande violence des relations humaines tout en la mettant à distance. Tous ces éléments justifient pleinement la réputation de ce livre d'être une perle de l'humour noir : à découvrir absolument !

Henri Clément



MUSIQUE HIGHLIFE TIME VOL. 2

Vampisoul / differ-ant
Alors que le rock'n'roll conquiert le monde durant les années 1950, et que dans sa foulée soul et pop démocratisent les métamorphoses de la culture populaire occidentale, en Afrique de l'Ouest anglophone (essentiellement Ghana et Nigeria), le Highlife devient la bande-son de tous les bals qui s'éternisent dans les premières nuits folles de la toute fraîche indépendance des anciennes colonies de l'Empire britannique (un peu comme le ska accompagne alors celle de la Jamaïque). Fusionnant les influences extérieures (le jazz swing, voire la calypso caribéenne) et locale (comme le « osibi » ghanéen), des dizaines d'artistes et d'orchestres propulsent Accra ou Lagos au cœur de la modernité musicale et électrise, sur fond de cuivres euphoriques, les très jeunes populations de ces capharnaüm urbains. L'un d'entre eux, Fela, invente d'ailleurs ensuite l'afro-beat. Le deuxième volume de cette série sur le label Analog Africa offre un panorama exquis de cette joie de vivre encore intacte dans le souffle originel de la décolonisation.
King Martov

MÉDIAS Marine Le Pen : en quête de compléments

L'émission Complément d'enquête, le 9 mai dernier sur France 2 dont le thème était « Présidentielle : la tentation de l'extrême droite » ne manquait pas d'intérêt. Mais là où le bât blesse, c'est lorsqu'il s'agit de faire le portrait de Marine Le Pen.

Les reportages où figuraient les UMPistes et Claude Guéant ainsi que l'interview de Jean-François Copé illustraient parfaitement « la stratégie de cooptation des thèmes sans collaboration », décrite par Florence Haegel¹, et ses dynamiques induites². La mise « au banc d'essai » des militants et le « folklore » de certains candidats frontistes (Gabriac, Durand-Decaudin...) éclairaient la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme virulents qui s'expriment dans les rangs du FN (mettre les Arabes dans des camps, rallumer les fours...) par des propos ou des postures peu éloignés de ceux de certains militants skinheads et néonazis d'un quatrième reportage. Soulignant d'autant plus le double langage des cadres frontistes (il ne faut pas dire « il y a trop d'immigrés en France », mais « nous sommes opposés à l'immigration clandestine et régulière car la France n'a plus les moyens de les entretenir »). Ce que l'on retient, c'est que Marine Le Pen allait faire le ménage. Mouais. Lorsqu'il s'agit de présenter la présidente du Front national, on change de registre. On veut nous montrer « sa vie, sa famille, ses souffrances » plutôt que son parcours politique, ses amitiés et ses soutiens, ses positions politiques, ses réseaux. Comme un copié-collé de son autobiographie, rééditée récemment, le reportage nous assigne d'emblée à l'empathie vis-à-vis de cette fillette de 8 ans, victime de l'attentat contre le domicile familial (l'attentat n'a jamais été revendiqué

ni l'affaire élucidée, mais comme pour François Duprat, il n'est pas absurde d'émettre l'hypothèse d'un règlement de comptes entre factions d'extrême droite) ou encore de l'adolescente subissant le départ médiatique de sa mère (l'ex-dirigeant frontiste Lorrain de Saint-Affrique nous rappelle néanmoins l'attitude de la benjamine Le Pen au lendemain de la parution, en 1984, de *Libération* qui titrait *Torturé par Le Pen*). Pas un mot sur sa présidence d'honneur au Cercle national des étudiants de Paris, pseudopode étudiant du FN qui visait à « démarxiser » l'université avec le soutien du GUD de l'époque. Rien sur l'amitié nouée avec ceux qui produisent aujourd'hui la propagande du FN (Chatillon, Mahé...) et gardent le contact avec les franges radicales de l'extrême droite. Rien sur ses soutiens internes néofascistes (Maillard, Bouchet père et fils) qui se sont vu affecter à des postes d'encadrement (Loire-Atlantique, FNJ). Encore rien sur sa volonté de supprimer le droit du sol, de dérembourser l'IVG, sur le partenariat frontiste avec le Jobbik hongrois (voir *Tout est à nous!* n°100) ou

sur son interview à *Haaretz* : « Êtes-vous prête, aujourd'hui, à dénoncer le régime du maréchal Philippe Pétain et les crimes du fascisme français ? - Absolument pas ! » Pénible.

Quelques heures avant la diffusion de l'émission, Marine Le Pen annule sa participation refusant « qu'on associe le terme 'extrême droite' au Front national dans la mesure où cela assimile son parti à des mouvances politiques avec lesquelles elle n'entretient aucun rapport ». Rigolade !

Gabriel Gérard

1. *La Revue socialiste*, n°41.
2. Le week-end dernier, à Besançon, c'est aux cris de « y en a marre des bougnoules » que la secrétaire d'État à la Jeunesse, Jeannette Bougrab, a été prise à partie par un militant UMP soutenu par un bon tiers des 150 participants à la formation régionale UMP.



Paris, 28 octobre 2010. Le Pen est reçu au Centre de formation des journalistes. (DA)

ITER expérience scientifique et choix politique

Le droit à l'expérimentation scientifique, c'est l'argument ultime. Utilisé pour justifier la culture des OGM, les essais nucléaires, les nanotechnologies. Mais il faut répondre au cas par cas: une expérience dans quel but et à quel prix? Une expérience scientifique comme ITER relève d'un choix politique. À la différence d'une vérité scientifique, elle devrait faire l'objet d'une décision démocratique.



La fusion nucléaire est utilisée dans les bombes thermonucléaires. Mais contrôler le processus pour fournir de l'électricité c'est une autre affaire. Les nombreuses expériences menées depuis les années cinquante n'ont pas permis de résoudre le problème. D'où l'idée de construire un laboratoire de dimension industrielle pour une expérience grandiose. Recréer l'énergie du Soleil pendant 400 secondes! Une expérience risquée. Une technologie réservée aux grandes puissances et qui intéresse les militaires. C'est le projet ITER. Coût provisoire: 15 milliards d'euros. En constante augmentation au détriment des autres budgets de recherche.

Les réticences de la communauté scientifique

La communauté scientifique est très divisée. Beaucoup parmi les meilleurs spécialistes, comme les prix Nobel Charpak, de Gennes et le japonais Koshiba, estiment que rien ne permet de passer du stade du laboratoire à un niveau pré-industriel. De Gennes résume ainsi la situation «Un réacteur de fusion, c'est à la fois Superphénix et La Hague au même endroit.»

De drôles de parrains

Ce projet qui devait sceller la détente entre URSS et USA, a été discuté dans le cadre du G8, pour être finalement adopté en 2006 par les chefs d'État des grandes puissances du moment. C'est dire si les marchandages économiques et les tractations politiques ont pris le pas sur les enjeux scientifiques. Le gouvernement français n'hésite pas à doubler sa participation financière pour obtenir l'implantation d'ITER à Cadarache. Dans l'âpreté de la négociation, on oublie quelques détails: Cadarache est un site déjà dangereusement nucléarisé, installé sur une faille sismique, situé en aval de plusieurs grands barrages et difficilement accessible. Quant à consulter la population locale, personne n'en a cure.

Attention tritium!

Pour tenir la population dans l'ignorance des risques qu'on lui fait courir, le nucléaire se développe sous le règne du mensonge. ITER n'échappe pas à la règle. Le principal danger c'est le tritium. Un gaz très volatile hautement toxique et mortel à partir de 1mg. Jusqu'ici la production de ce gaz était réservée aux bombes H, en quantité infime. ITER en contiendra 2kg qu'il faudra produire, transporter et stocker sur place, ce qui va poser des problèmes de sécurité inédits et facilitera la recherche et la production de nouvelles armes de destruction massives.

Les otages d'ITER

Ce sont d'abord les travailleurs du site de Cadarache. Au cas où les choses tourneraient mal, ils seraient les premières victimes. Les travailleurs d'ITER Organization, qui sont victimes d'une expérience sociale. Leur entreprise de statut international échappe au droit du travail français, sans respecter pour autant les règles de l'Organisation internationale du travail. Bref une zone franche qui pèse sur les 6000 salariés du site déjà frappés par la sous-traitance et la précarité mais qui essaime aussi à l'extérieur. Un lycée «international» réservé aux enfants de l'élite, a été créé dans la ville voisine de Manosque. Il échappe aux règles du service public, bien qu'il soit financé par les fonds publics et construit aux frais du conseil régional. Quant à la population locale qui souffre de la spéculation immobilière dopée par le projet, elle voit son environnement saccagé. Lignes à haute tension, doublement autoroutier, destruction de vignobles, d'une forêt domaniale, arasement de collines entières... et pour finir 35000 tonnes de déchets radioactifs, sans oublier les risques.

Un projet irrationnel...

Bien sûr, il y a ceux qui s'en mettent plein les poches, les rois du béton, les actionnaires de grandes entreprises qui trouvent là un moyen de transformer des crédits publics en profits

privés, les militaires toujours à l'affût, sans oublier les carriéristes et les élus ravis... Mais cela ne suffit pas à expliquer que tant d'argent public soit englouti dans ce projet au détriment d'autres domaines de la recherche. Car ITER n'aboutira pas! L'expérience ne permettra pas de résoudre la principale difficulté, celle de l'enceinte de confinement qui ne résistera pas plus de quelques minutes au bombardement neutronique. Recréer le Soleil en boîte alors qu'on ne sait pas construire la boîte!

... et dépassé

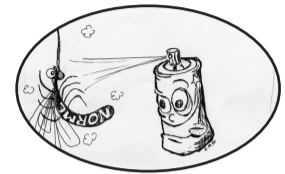
La crise énergétique, la crise climatique sont déjà là. Il nous faut trouver des solutions aujourd'hui, alors qu'ITER prétend préparer l'énergie du siècle prochain. Si nous n'avons pas réorganisé avant notre mode de production, pour nous passer du nucléaire et des combustibles fossiles, il n'y aura plus de société humaine capable d'utiliser la fusion nucléaire. Et si nous avons résolu le problème, il n'y aura personne d'assez fou pour réveiller les démons du nucléaire.

Sortir du productivisme, sortir du capitalisme

ITER entretient le rêve d'une croissance économique illimitée reposant sur une croissance illimitée de la production d'énergie. Le pic pétrolier et l'épuisement des réserves d'uranium annoncent la fin de cette illusion. Il faut préparer d'urgence l'avènement d'un mode de production économe en énergie comme en matières premières. Ce qui implique de sortir du capitalisme. Les thuriféraires de la fusion nous promettent une énergie infinie à bas prix, mais si nous ne faisons pas dès maintenant le choix de la sobriété énergétique et des énergies renouvelables, le rêve se transformera en cauchemar. Le choix d'ITER est un choix idéologique, un choix de société que nous combattons. Plutôt que de chercher à mettre le soleil en boîte, utilisons le soleil réellement existant.

Jean-Louis Marchetti, Christine Saint-Martin

Normicides



Ce week-end, fête en famille. Déjà, ce n'est pas toujours très drôle; ça, on connaît tous. Le vieil oncle acariâtre, la tante aux vanes lourdingues... faut les supporter, les histoires des unEs, des autres, et leurs petites manies... Bon, malgré tout je les aime bien, ça ira encore pour cette fois. Mais moi, j'ai un problème particulier, qui me pourrit l'ambiance toute la semaine qui précède. Parce que bien sûr, on est prié de venir accompagné: chacun sa chacune et réciproquement. C'est l'occasion de faire les présentations et de mettre son joli couple en scène sous l'œil ému de grand-maman imaginant déjà les promesses de générations futures prêtes à éclore. Bras-dessus, bras-dessous, chacunE intronise sa moitié, et la bénédiction collective remplace celles du maire et du curé pour légitimer les amours naissantes. Si ça n'était qu'en famille! Mais les collègues s'y mettent, et même les potes et les amis. «Vous avez vu Machin et Machine? Quel beau couple, y z'en ont de la chance! Et ces deux-là? Quel beau garçon, quelle charmante fille, qu'est-ce qu'ils vont bien ensemble...» Merde! Et si je voulais les garder pour moi, mes amours? Seulement pour moi, sans en parler à personne? Parce que parfois je n'en ai pas et que je ne veux pas de vos regards apitoyés: je suis très bien comme ça. Parce que d'autres fois j'en ai trop et que ça ne regarde que moi. Ce sont des filles, des garçons, ou les deux en même temps... et alors? Si c'était mon jardin très secret, celui où on n'entre pas, ou seulement sur invitation très select? Où on ne se donne en spectacle que pour soi et entre soi? Et si, finalement, tout ça ne regardait que moi?

Le normicide est un texte court qui raconte une expérience individuelle, donc subjective, sans prétendre au traitement exhaustif du sujet abordé. Il ne s'agit pas de créer des contre-normes, mais de déconstruire avec impertinence celles qui nous cernent et d'inviter chacunE à l'autodétermination. Soumis à la réflexion collective, il devient politique. Les textes sont retravaillés et assumés par l'équipe Normicides, c'est pourquoi ils ne sont pas signés individuellement. CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Envoie-le à la rédaction de Tout est à nous! qui le transmettra à l'équipe Normicides.

courrier pour nous écrire: redaction@npa2009.org

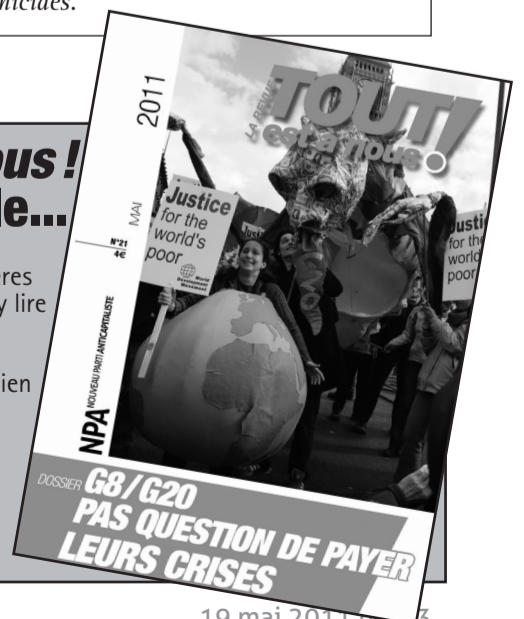
Insurgés libyens oubliés. M. B. (93): Décidément, les insurgés libyens et la répression dont ils sont victimes n'ont pas droit de cité dans Tout est à Nous! Dans l'article intitulé *Des masques commencent à tomber*, Denis Godard fait le point sur la répression qui frappe les peuples en marche contre les dictatures. Tous les pays sont cités, de la Tunisie à Bahreïn, en passant par l'Égypte, la Syrie, le Yémen, tous les pays sauf la Libye. Apparemment, dans ce pays, il n'y a que des bombardements de l'Otan, que le NPA condamne, mais pas de répression de la part de Kadhafi. Et pourtant, depuis la mi-février,

comme en Tunisie et en Égypte, la population s'est soulevée contre une dictature vieille de 42 ans. La répression du régime fut féroce. C'est précisément la perspective d'un massacre contre la population de Benghazi qui servit de prétexte à l'ONU pour autoriser les bombardements. Et depuis, la révolte continue dans de nombreuses villes, y compris dans des localités dont on ne parle pas ou si peu, comme à Yafran, ville dans les montagnes, au sud-ouest de Tripoli, assiégée par les troupes de Kadhafi et qui résiste malgré la répression de l'armée et des mercenaires de Kadhafi.

Le n°21 de Tout est à nous! La Revue est disponible...

Vous y trouverez un dossier sur le G8-G20. Les pages Repères sont consacrées au 10 mai 1981. Vous pourrez également y lire une interview d'un militant égyptien, un article sur la révolution en Tunisie et un autre sur la situation au Japon quelques semaines après la catastrophe de Fukushima et bien d'autres...

Vous pouvez vous la procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à: Tout est à nous!, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Vous pouvez également vous abonner en remplissant le formulaire p.11.



Decazeville: victoire pour la maternité!

Comme en 2010 pour le service de réanimation et après de longs mois de lutte, la maternité du centre hospitalier de Decazeville promis à une fermeture le 28 mai 2011 est sauvé pour cinq ans. Cette victoire comme les précédentes est le fruit d'une mobilisation exceptionnelle de la population et des personnels du centre hospitalier attaché à leur hôpital.

Cependant la vigilance reste de mise car l'autorisation de fonctionnement du service de chirurgie est en attente de renouvellement, et nous savons que les politiques gouvernementales n'ont qu'un but : la destruction des services publics et notamment de celui de la santé.

La loi Hôpital, patient, santé, territoires (loi Bachelot) a été créée dans ce but. En asphyxiant budgétairement les hôpitaux de proximité, ce qui implique inéluctablement des fermetures de services essentiels à toute une population et la dégradation des conditions de travail des soignants, du fait d'une restriction drastique de personnel.

Cette victoire est un espoir pour toutes les luttes qui ont lieu partout en France contre ces politiques de santé, pour le maintien et le développement des hôpitaux de proximité, car nous en avons donné la preuve une nouvelle fois : seule la lutte paie!

Soutien aux postiers grévistes de Vitry Principal

Samedi 14 mai au matin, les agents des guichets du bureau de poste de Vitry Principal étaient massivement en grève pour s'opposer au projet, concocté sans concertation par leur direction, d'ouverture du bureau le samedi après-midi... avec le même nombre d'employés qu'actuellement. Si ce projet se concrétise, il entraînera une dégradation des conditions de travail des postiers, avec des horaires encore plus flexibles, sans compter les problèmes familiaux, de garde d'enfants. Il pénalisera aussi les usagers, car qui dit effectif constant, dit fermeture de guichets, donc des temps d'attente encore plus longs, le reste de la semaine, lorsque la population a un réel besoin de services publics.

Les postiers de Vitry Principal seront de nouveau en grève les samedis suivants. Ils nous donnent rendez-vous devant le bureau de poste. Allons leur manifester notre soutien et signons massivement leur pétition. La direction de La Poste veut casser le service public et transformer notre bureau de poste en commerce, au détriment des employés et des usagers. Ne la laissons pas faire.

« Pas de bébés à la consigne » poursuit la mobilisation

Après une journée nationale d'action et de grève en mars dernier et la publication d'un plan d'urgence pour l'accueil de la petite enfance, le Collectif lance une pétition de soutien aux principales revendications du plan (création massive de nouvelles structures d'accueil collectif, formation de 10 000 professionnelles qualifiées par an, contre le développement du privé à but lucratif dans le secteur de la petite enfance...).

La pétition est désormais en ligne : www.pasdebebesalaconsigne.com/petition/?petition=4

Midi-Pyrénées, Continental en grève

Face à une nouvelle provocation de la direction qui continue son chantage à l'emploi et met sur le tapis pour la 3^e fois son plan PP (prévention



(DR)

production), soit neuf jours de travail gratuits, les salariés des sites Toulouse-Boussens-Foix sont en grève depuis le lundi 9 mai. Le ras-le-bol est général, les Conti sont décidés à ne rien lâcher, ils ne veulent plus de plans de réduction du coût de travail et exigent que le plan PP soit définitivement retiré. Il est de toute façon mort-né, les syndicats majoritaires, CGT et CFDT, ayant fait valoir leur droit d'opposition et ne le signant pas.

Les sites de Foix l'ont d'ailleurs symboliquement brûlé et enterré jeudi 12 mai. Pour le « non-regretté PP », les salariés ont tenu une « non-minute de silence », comme un cri collectif de détermination juste devant les grilles de l'entreprise.

Les sites Midi-Pyrénées ont réalisé plus de 50 millions d'euros de bénéfices en 2010. Continental (monde) c'est 2 milliards d'euros de bénéfices ! Les dirigeants sont augmentés de 200% !

Les Conti revendiquent 5% d'augmentation avec un talon mini à 150 euros et l'embauche des intérimaires (+ de 50% du personnel de production à Foix) et des sous-traitants qui le souhaitent.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA Prendre le temps des débats à gauche... et au soleil

Afin de recharger les batteries pour aborder la rentrée, le NPA tiendra sa troisième université d'été du 28 au 31 août à Port-Leucate (Aude). Durant ces quatre jours, débats politiques, rencontres et détente au bord de l'eau seront au menu.

Le thème central de cette année s'intitule : « La gauche, les gauches ». Par des coups de projecteurs historiques ou en compagnie d'invités d'autres courants politiques français ou internationaux, il s'agira d'avancer dans les débats fondamentaux qui percutent le mouvement ouvrier aujourd'hui : quelle stratégie et quel pouvoir, quelle pensée écologique ou libertaire, la gauche « institutionnelle » est-elle encore de gauche ? L'enjeu de la discussion est bien la reconstruction d'une perspective d'émancipation qui ne se résigne pas à la gestion du capitalisme, discussion dans laquelle le NPA a son mot à dire.

À côté de ce cycle central d'une douzaine de séances, d'autres sujets d'actualité auront la part belle dans le programme 2011. Il y a quelques semaines, la catastrophe de Fukushima a rouvert une brèche qui nous permet de poser la question de l'indispensable sortie du nucléaire. Il nous faudra fin août prendre la mesure du type de développement dont nous avons besoin, et déterminer la transition énergétique que nous défendons pour un socialisme du XXI^e siècle.

L'extrême droite, en particulier le Front national dit « new-look » de Marine Le Pen, sera évoquée dans plusieurs séances



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MENO)

consacrées notamment au nouveau discours prétendu « social » du FN qu'il faut combattre pied à pied.

Avec de nombreux invités internationaux, les révolutions du monde arabe seront évidemment en plein cœur du programme. Quelles politiques et revendications pour rompre avec le système, quel rôle pour le monde du travail et de la jeunesse dans ces révolutions, autant d'expériences irremplaçables à discuter avec ceux qui les vivent. Pour celles et ceux qui aiment avoir le choix, rappelons que tous les goûts et tous les savoirs devraient trouver satisfaction dans un programme (plus de 72 séances en journée, sans tenir compte des soirées) concocté par l'ensemble des commissions nationales du NPA. Formations sur l'histoire du monde ouvrier, thèmes « décalés »

(quelquefois même très « décalés »...), projections de films documentaires et rencontres autour de livres avec leurs auteurs... Et bien entendu, la société Louise-Michel sera également présente avec des invités venus de différents horizons du champ de la réflexion.

Et puis, entre débats et rencontres, il y a toujours le soleil, le sable et la mer à Port-Leucate. Et même des soirées sous les étoiles entre la discothèque, le bar et la plage pour prolonger les discussions...

Pour se préparer à la rentrée sociale et politique, une seule solution : l'université d'été du NPA. Inscrivez-vous sans plus attendre!

La commission Université d'été du NPA

Formulaire d'inscription disponible sur www.npa.org

Grève dans les crèches de la Ville de Paris

Cette semaine, les établissements d'accueil de la petite enfance de la Ville de Paris seront touchés par un mouvement de grève reconductible à l'appel d'une intersyndicale CGT/CFDT/CFP/FSU/Unsa.

Les deux revendications portent sur les effectifs avec la création d'un volant de remplacement équivalent au recrutement de deux professionnelles par établissement. En effet les conditions de travail et d'accueil se dégradent au point de devoir refuser de recevoir les enfants pour essayer de respecter les normes d'encadrement. C'est la raison pour laquelle les personnels en appellent à la solidarité des familles avec une pétition adressée au maire de Paris. Les personnels demandent par ailleurs la création d'une

prime annuelle forfaitaire de 1500 euros en lieu et place d'une prime d'assiduité que peu de salariées peuvent obtenir, sanctionnées pour être malades ou pour avoir leurs enfants malades!

Ce mouvement fait suite à une mobilisation massive des directrices avec une grève d'une journée qui avait entraîné la fermeture de nombreux établissements faute de garde sanitaire et une grève administrative (refus d'encaisser les chèques). Les responsables d'établissement avaient rapidement gagné une prime d'encadrement équivalente à plusieurs centaines d'euros par an, le transfert de tâches administratives et l'ouverture de négociations sur la question des effectifs, des non-remplacements... Désormais, la volonté affichée des syndicats

est d'arracher un gain substantiel pour toutes les catégories par un mouvement qui perturbe les établissements le plus longtemps possible.

D'où un format de grève inédit, étalé sur plusieurs jours, par demi-journées (établissements fermés le matin), avec des temps forts rassemblant toutes les catégories et d'autres regroupant les responsables ou d'autres catégories.

L'aspect offensif du mouvement proposé par les syndicats suscite l'intérêt des équipes.

À suivre...

Correspondant

Déchaînement de haine et de violence à Lyon

Samedi 14 mai, le Bloc identitaire organisait un rassemblement pour la « liberté d'expression » place Saint-Jean à Lyon. Autorisé par le préfet, il a rassemblé plusieurs centaines de personnes, venues de plusieurs villes et même de Grande-Bretagne (English Defense League) et a été l'occasion d'un déchaînement de haine et de violence, ponctué de saluts nazis, de discours contre l'islam, les musulmans et pour l'Europe blanche. Dans le vieux Lyon, des commerces ont été saccagés (comme un restaurant de kebabs par les membres du local néonazi à Gerland), des passants ont été agressés. Le soir, après dispersion du rassemblement, les Identitaires ont lancé des opérations commandos à la Croix-Rousse contre les consommateurs d'un bar et un commerce dans une logique de ratonnade. Plusieurs personnes ont été

hospitalisées et au moins une était dans un état grave ce mardi 17 mai.

C'est pour prévenir et dénoncer de tels événements, largement prévisibles, que le Collectif 69 de vigilance contre l'extrême droite avait appelé à une manifestation antifasciste. Sous une pluie battante, près de 2000 personnes se sont regroupées. La préfecture qui avait autorisé le rassemblement avait garanti que tout serait mis en œuvre pour éviter agressions et violence. Mais bien que de nombreux cars de CRS aient été présents, ils ont eu du mal à éviter que les fachos forcent le passage et surtout, ils n'ont pu les empêcher de commettre les violences après le rassemblement.

Aujourd'hui, le collectif espère que l'engagement pris par la préfecture du Rhône de les considérer comme responsables de tous propos, actes ou violences racistes qui

se produiraient, sera tenu. En attendant, il exige la fermeture du local néonazi du Bunker Korps à Gerland et du local « la Traboule » des Identitaires à Saint-Jean; que tous les moyens légaux soient mis en œuvre pour empêcher ces groupes violents de nuire. La question de leur dissolution est désormais posée.

Plus que jamais déterminé, le Collectif de vigilance 69 poursuivra ses actions contre l'extrême droite, contre la banalisation de ses idées et contre la violence de ces différentes composantes.

Correspondant

Le collectif lance un appel à témoins concernant les actes qui se sont déroulés pendant et après le rassemblement : apa69@riseup.net

Après le CPN...

Le CPN devait être l'occasion de faire le bilan d'étape à la fois des campagnes menées par le NPA et de la démarche engagée lors de sa précédente session concernant notamment les échéances électorales de 2012.

Évidemment, la situation a été partiellement modifiée par l'annonce de la non-candidature d'Olivier Besancenot, puisque les conditions de la présence du NPA à l'élection présidentielle se posent désormais différemment. La discussion concernant notre capacité à proposer une nouvelle candidature s'est croisée avec celle qui portait sur l'orientation politique et la manière d'envisager la démarche de rassemblement. C'était sans doute en partie inévitable au vu du calendrier. Après discussion, au-delà d'un accord général sur la nécessité de se mettre en ordre de bataille pour aller chercher les signatures, deux positions se sont dégagées. La position majoritaire indique que la démarche de rassemblement a échoué pour ce qui concerne les échéances électorales de 2012, et donne un premier éclairage sur le profil programmatique, à affiner lors de

la conférence nationale. La position minoritaire reprend les axes programmatiques que contenait la résolution votée au mois de mars, réaffirmant un profil de rassemblement et avançant la nécessité d'une candidature du NPA sur cette orientation. Une position très minoritaire proposait une candidature commune avec Lutte ouvrière. Une commission du CPN a d'autre part produit un document qui constitue une base de travail concernant le fonctionnement du CE et du CPN, même si demeurent des discussions, notamment à propos du degré d'autonomie des commissions nationales.

Sur le terrain de la solidarité avec les révolutions arabes, la discussion a montré qu'il existe de nombreuses initiatives locales. En outre, ces dernières semaines, et notamment la conférence anticapitaliste de Marseille, nous ont permis aussi de tisser de nouveaux liens internationaux. Par ailleurs, la campagne «Un bateau pour Gaza» s'annonce comme un succès. La nécessité d'une campagne antinucléaire unitaire est toujours d'une urgente actualité, notamment dans la perspective de

la grande mobilisation unitaire du 6 novembre, à laquelle il faut participer massivement. Sur les gaz de schiste, la mobilisation est très forte, avec des collectifs nombreux comptant entre autres beaucoup de jeunes. Dans les deux cas, nous devons contester l'idée qu'Europe-Écologie-Les Verts est le cadre de regroupement écologiste. Côté campagne antiraciste, la mobilisation est réelle mais visiblement variable, avec des cadres divers, mais la manifestation «D'ailleurs nous sommes d'ici» prévue le 28 mai se prépare. Il convient de poursuivre les discussions sur les mobilisations contre le FN et l'extrême droite. Du côté de la campagne salaires, les camarades ont constaté qu'il existait un ensemble de questions permettant de mobiliser, rarement une seule, mais que la question de l'échelle mobile des salaires pouvait unifier. Concernant la campagne contre le G8, la tournée des caravanes a été un succès et servira d'échauffement pour la mobilisation contre le G20. Le NPA est fortement mobilisé, sur ce terrain et les précédents.

Ingrid Hayes

Tirer les bilans ensemble et répondre aux besoins de la situation

La motion majoritaire au CPN répond à l'urgence d'une candidature anticapitaliste lors de l'élection présidentielle afin de défendre les aspirations et les exigences qui s'expriment à travers les luttes du monde du travail, écologistes, anti-impérialistes, contre toutes les discriminations.

Le bilan de la démarche de rassemblement initiée au CPN de mars ne permet pas d'envisager une candidature de regroupement anticapitaliste. Les initiatives prises par le NPA depuis plusieurs semaines n'ont pas permis d'avancer avec des groupes ou des militantes vers un tel rassemblement. Si l'on veut que s'exprime sur le terrain électoral en 2012 une force anticapitaliste, indépendante du PS et de ses alliés, porteuse d'un programme de lutte, le NPA doit décider

d'être présent avec une candidature issue de ses propres rangs. À partir de ce constat très largement partagé, nous devrions ensemble en tirer la conclusion que la candidature du NPA doit désormais être annoncée et préparée sans être affaiblie par l'annonce de son possible retrait au profit d'une candidature de rassemblement anticapitaliste.

Tant le contenu programmatique et stratégique que la forme de l'alliance entre le PCF et le PG sont connus. Cette alliance se structure autour de la candidature Mélenchon à la présidentielle et d'une répartition pour les législatives, et surtout elle refuse d'affirmer clairement l'impossibilité de gouverner et de constituer avec le PS une majorité parlementaire. Il est clair dans ces conditions qu'il n'y a pas d'accord possible avec les forces

politiques du Front de gauche pour la présidentielle et les législatives.

C'est ce que doivent trancher les militantes du NPA par les débats et les votes qui prépareront la conférence nationale. C'est tout le NPA qui défendra dans cette campagne, où nous chercherons à être les porte-parole des luttes des salariéEs, des précaires, des jeunes, des sans-papiers... un programme de rupture avec le capitalisme parce qu'il n'y a pas d'issue à la crise sociale, politique et écologique dans le cadre d'une alternance, du respect des institutions et de la propriété privée.

C'est tout le NPA qui est convaincu que défendre, populariser un tel programme pour aider aux mobilisations est la seule réponse à l'imposture du FN. Les éléments précis et actualisés de ce programme

feront l'objet d'une élaboration collective de l'ensemble du parti.

Nous portons en commun cette proposition alors que nous avons défendu des positions différentes (1 et 2) lors du congrès national. Cela ne signifie pas que nous soyons désormais d'accord sur tout ni en désaccord sur tout avec les camarades qui ont voté pour l'autre proposition. C'est la démonstration que nous sommes dans une organisation vivante qui débat et tranche démocratiquement les questions importantes pour son avenir à partir des expériences que nous avons faites en commun. Il s'agit dès maintenant de nous rassembler et de nous donner les moyens d'avoir unE candidatE.

Jean-François Cabral, Sandra Demarcq, Gaël Quirante, Yvan Lemaitre, Armelle Pertuis, Alain Pojolat

Sursaut ou déclin

Une majorité du CPN a pris le contre-pied de la démarche engagée en mars. Elle a voté une résolution dont l'orientation se résume à établir que «le bilan de la démarche de rassemblement des anticapitalistes initiée au CPN de mars ne permet pas d'envisager la possibilité d'une candidature de regroupement anticapitaliste au niveau électoral» – avec à la clé l'arrêt des discussions avec le Front de gauche – à annoncer une candidature du NPA conçue comme l'écho des luttes et des révolutions arabes et prônant «l'intervention directe des travailleurs et des peuples» pour renverser le système.

Cette orientation sacrifie le programme synthétisé dans le document Nos réponses à la crise, adopté pourtant à plus de 65% par le dernier congrès auquel plus aucune référence n'est faite. Rien d'étonnant quand on sait que la majorité

des camarades qui ont voté pour cette orientation ont voté contre ce document. C'est aussi le sacrifice durable de tout profil de rassemblement anticapitaliste large: en effet, toute confrontation politique avec les forces se situant à la gauche du Parti socialiste dans la perspective d'un regroupement des anticapitalistes est désormais exclue de par la nature même de ces forces qui ne peuvent être en dernière instance que des alliées du social-libéralisme. Il y a là une rupture avec le projet de fondation du NPA. On ne discute plus, on ne se confronte plus. On n'imagine plus faire bouger aucune ligne, tout est déjà écrit. C'est l'enfermement identitaire, le NPA épuisant à lui seul, et durablement, les contours du camp anticapitaliste, indépendamment de toute considération sur la période et la situation politique ainsi que ses évolutions possibles. Il nous reste quatre

semaines d'ici la conférence nationale pour inverser cette orientation désastreuse votée par le dernier CPN.

Nous défendons une autre perspective, inscrite dans les coordonnées de la situation politique et sociale, celle du rassemblement des anticapitalistes comme perspective permanente, avant, pendant et après les élections. Ce qui signifie concrètement défendre le rassemblement des forces qui refuseront de soutenir un éventuel gouvernement socialiste et s'engageront dans la construction d'une opposition de gauche à la politique qu'il mènera, et qui consistera à faire payer la crise aux salariéEs.

Un mot sur les arguments pitoyables distillant l'idée que les signataires de notre résolution étaient prêts à «vendre le NPA au Front de gauche», et ne tenaient pas à ce que le NPA soit présent à l'élection

présidentielle. Notre résolution indique que le «refus du Front de gauche d'affirmer clairement l'impossibilité de gouverner avec le PS et de constituer avec lui une majorité parlementaire», constitue un problème majeur et que la candidature de J.L. Mélenchon ne saurait incarner le rassemblement anticapitaliste que nous voulons construire. Ajoutons que, pour assurer la présence du NPA à l'élection présidentielle, nous avons été les seuls à proposer que le CPN se mette d'accord sur un nom, même si c'était difficile, pour éviter d'engager une logique de primaires, tout en précisant que nous étions prêts à la retirer si les conditions du rassemblement venaient à être réunies.

Léonce Aguirre, Marie-Do Bartoli, Pierre-François Grond, Ingrid Hayes

S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
.....
N° DE COMPTE
.....
CLÉ RIB
.....
Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- | | | |
|-----------------|--|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
28 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
56 euros |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
22 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
44 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
50 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
100 euros |

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- | | | |
|-----------------|--|--|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
20 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
40 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
38 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
76 euros |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



La Palestine se soulève.

« La révolution arabe frappe aux portes d'Israël » titrait lundi le quotidien *Haaretz* au lendemain des manifestations palestiniennes commémoratives de la Nakba. C'est une évidence ! Jamais le peuple palestinien dans sa diversité n'avait réussi à manifester avec une telle coordination et une telle unité son exigence du droit au retour sur la terre dont il fut chassé en 1948. Des réfugiés du Liban à ceux de Syrie faisant une incursion dans le Golan occupé depuis 1967 par Israël (!). De ceux de Jordanie stoppés par l'armée du pouvoir hachémite, à ceux d'Égypte, également réprimés par une armée non « démoubarakisée ». De Gaza à la Cisjordanie où les manifestants ont marché sur les check-points, jusqu'à... Tel Aviv où les Palestiniens de 1948 ont défilé par milliers, bravant les interdictions. Plus de 20 Palestiniens sont morts lors des manifestations, plus d'une centaine ont été blessés. Encore une fois, les « gardes-frontière » de l'armée d'occupation n'ont pas hésité à tirer sur des manifestants non armés. Le bilan est lourd et s'ajoute à la longue liste des crimes commis par Israël avec la complicité de la communauté internationale. La mobilisation contre l'État

sioniste doit s'intensifier et se nourrir du regain de combativité exprimé par le peuple palestinien. Les militantes et militants du NPA, fortement impliqués dans la campagne Boycott-désinvestissement-sanctions, comme dans le projet d'envoi imminent d'une flottille à Gaza, ainsi que dans le soutien aux révolutions en cours dans le monde arabe, y sont prêts !

Marine Le Pen, propulsée par les médias.

Dimanche 24 avril, *le Journal du dimanche (JDD)* faisait toute sa une en titrant : « Marine Le Pen, le plébiscite ouvrier ». Le journal présentait comme un sondage des intentions de vote recueillies par l'Ifop créditant Marine Le Pen de 36% des voix des électeurs ouvriers, contre 17% à Strauss-Kahn et 15% à Sarkozy. Aussitôt, la plupart des médias (TF1, *le Figaro*, *le Monde*, *le Nouvel Obs*, etc.) ont repris et fait tourner cette information pendant plusieurs jours sans en analyser la source. Trois semaines plus tard, *le JDD* a été rappelé à l'ordre par la Commission des sondages et a dû publier un discret rectificatif. En fait de sondage et de plébiscite, il s'agissait d'un extrait d'enquête portant sur... 148 personnes. En quête d'audience basée sur du sensationnel, les médias font depuis un mois la part belle à

Marine Le Pen. Elle est l'invitée de tous les plateaux et, quel que soit l'événement, elle est interrogée avec souvent beaucoup plus de temps de parole que les autres. Au journal de 18 heures de France Inter, dimanche 16 mai, par exemple, Marine Le Pen a pu réagir pendant cinq minutes à l'affaire DSK contre 30 secondes en moyenne pour quelques autres (Baroin, Hollande, Aubry, Royal). (lire aussi page 8)

UMP et FN : pas de frontières pour leur nuage raciste.

Au cours d'une réunion de formation des militants UMP à Besançon, Jeannette Bougrab, la secrétaire d'État à la jeunesse, a subi les insultes racistes d'un militant UMP, lui reprochant de construire des mosquées et non pas des églises : « de l'argent, il n'y en a que pour les bougnoules ! » La secrétaire d'État a quitté la salle. L'UMP qui a dénoncé ces propos comme « inacceptables » n'a cependant pas jugé bon d'exclure ce militant. Quoi d'étonnant ? La politique de l'UMP qui, pour recueillir les voix du Front national, adopte de plus en plus son discours, finit par autoriser certains militants à se lâcher. Ces propos, « inacceptables » en effet, ne sont-ils pas les mêmes que ceux qui sont tenus en termes mieux choisis par le gouvernement ? Ainsi, la

C'est le nombre de témoignages reçus en moyenne chaque jour par l'association SOS Homophobie sur sa ligne d'écoute et son site internet. Depuis quinze ans, l'association publie chaque année un rapport basé sur les témoignages qu'elle reçoit ainsi que sur l'analyse des textes de loi et les faits d'homophobie relatés dans les journaux ou sites internet. Cette année, l'association a relevé une augmentation de 43 % des témoignages (près de 1 500 entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2010) concernant des agressions dans des lieux publics. Plus d'un témoignage sur deux rapporte une agression physique.

proposition d'interdire toute prestation sociale aux immigrés avant cinq ans de présence en France ne vient pas de Marine Le Pen mais du ministre Laurent Wauquiez. Et si Wauquiez s'est fait tancer par Fillon pour sa dénonciation du RSA, il n'a pas reçu de remarques sur cette proposition ouvertement raciste.

Enfermement des enfants.

Samedi 14 mai, des associations de défense des enfants (DEI, Gisti, Cimade) ont organisé devant 250 personnes un tribunal d'opinion contre l'État français pour sa politique de privation de liberté des enfants dans les centres de rétention ou les zones d'attente aux frontières. En France métropolitaine, chaque année, 1 000 enfants sont privés de liberté afin de les expulser du territoire. Ils sont accompagnés de leurs parents mais sont aussi parfois seuls. Sur le territoire « français » de l'île de Mayotte, 6 000 enfants par an sont traités ainsi. Ils peuvent être enfermés 20 jours en zone d'attente et 32 jours en zone de rétention dans des conditions traumatisantes (menottes, fouilles à nu) et parfois violentes. Ces conditions ont été dénoncées par Dominique Versini, la défenseuse des enfants, dont le poste a été supprimé. La France a ratifié la Convention internationale des droits de l'enfant (Cide). Celle-ci stipule que les « enfants n'ayant

pas commis d'infraction », ce qui est le cas de ces enfants, « ne doivent pas être placés dans des lieux de privation de liberté ».

Italie : une première défaite de Berlusconi.

Le parti de Berlusconi, Peuple de la liberté (PDL), a subi une défaite au premier tour des élections municipales. Les villes traditionnellement tenues par la droite sont en ballottage (Milan, Naples) et l'opposition du Parti démocrate (PD) remporte facilement Bologne, Turin et Sienne dès le premier tour. À Milan, fief de Berlusconi où celui-ci a fait sa fortune financière et politique, sa candidate, maire sortante, a été largement devancée par le candidat du PD, contredisant les sondages qui la donnaient gagnante dès le premier tour. Le deuxième tour aura lieu les 29 et 30 mai. La Ligue du Nord, parti xénophobe, associé à Berlusconi et indispensable à sa majorité parlementaire, pourrait le lâcher et provoquer la chute du gouvernement. Berlusconi avait transformé cette élection en référendum sur sa personne. C'est un rejet qui s'exprime, rejet de sa politique de corruption, du Rubygate, des votes achetés aux parlementaires, rejet de ses manœuvres pour préserver son immunité face au « harcèlement » des juges.

MANIF PALESTINE Résistance !



Dimanche 15 mai, Paris. Plus de 1 000 manifestants ont répondu à l'appel de l'intercollectif de soutien aux révolutions en cours dans le monde arabe. De la place de la République jusqu'à Stalingrad, le cortège, haut en couleurs, celles de la Palestine, s'est arrêté pour saluer et exprimer sa solidarité aux jeunes migrants tunisiens de Lampedusa qui occupent un gymnase. « De Gaza à Lampedusa : Résistance ! Résistance ! » (CP)

NO COMMENT

Il paraît qu'en Tunisie, la tension est à son comble.

SLOGAN D'UNE CAMPAGNE DE PUB POUR PROMOUVOIR LE TOURISME EN TUNISIE

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®